SAFRONTIÈRE

HEBDO

Semaine du 14 au 20 mars 1981. Numéro 15. Prix 5FF.

Maroc 4,40DH. Tunisie 400M

INTERVIEW

L'AMERIQUE LATINE FACE A REAGAN **ADOLFO PEREZ ESQUIVEL**

PRIX NOBEL DE LA PAIX:

« Si se battre pour la dignité du peuple est un délit... alors béni soit le délit »

Page 8

Réfugiés haïtiens

Entre l'expulsion et Bébé doc

MAROC : Le retour de Mohamed Ben Saïd et de 5 autres exilés politiques

LES IMMIGRES ET L'ELECTION

Un enjeu des plus douteux

ALGERIE :

La femme dans la guerre de libération nationale

Page 11

Fela à Paris

Quand tout fout le camp et bien il faut le gueuler

AU FESTIVAL DE BERLIN

Le Forum du jeune cinéma international

Ne m'oubliez pas ...

Ne m'oubliez pas
jamais je ne vous oublierai
tendez-moi les bras
Dieu, je suis lasse de pleurer.

Ne m'oubliez pas
forêts de l'adolescence
pensez à mes pas
effleurant le sol de France

Ne m'oubliez pas
vous qui êtes doux et charmants
et parlez de moi

à tous vos petits garnements.

Ne m'oubliez pas
ami, compagnon de ma vie
tendez moi les bras
car en eux mon coeur s'épanouit

Ne m'oubliez pas
Au seuil de la vieillesse
Puisque nul ici-bas
ne peut garder sa jeunesse

Maria Lorenzo

On s'est plantés mais ...

En juillet 1980, un soir, une bombe sautait au Polly-Magoo, revendiquée par un groupe autonome anti-raciste (G.a.A.R.) dénonçant la ségrégation que pratiquait le patron sur des critères racistes et ethniques. Une dizaine de jours après, trois personnes étaient arrêtées. Jean-Marc Niang est un jeune immigré d'origine sénégalaise et il fut parmi les interpellés. Par une lettre à *Sans Frontière*, il dévoile toute sa sensibilité et il s'explique sur ses motivations. *Sans Frontière* se propose d'élargir son espace à tous les jeunes ou moins jeunes qui sont incarcérés et leur offrir une rubrique où leur expression est partie intégrante.

Salut,

Pourquoi avoir choisi le *Poly Magoo* comme objectif ? Eh bien, c'est très simple, nous avons revendiqué en ces termes « nous venons de frapper le *Poly Magoo*, établissement pratiquant la ségrégation en sélectionnant sa clientèle sur des critères racistes, etc, etc ». Tu dois te souvenir du contexte de juillet 80 ? Bondy, les jeunes immigrés agressés par la FANE, marqués au rasoir, un lycée attaqué par les fafs en chasse au bougnoule et autres agressions. Il fallait réagir devant ça, nous en avons marre des larmes de crocodiles humanistes du MRAP et consort, donc, en tant que nègre pour ma part, Julio fils d'immigrés espagnols et Dominique, française vivant avec un noir, nous avons répliqué de cette façon en choisissant le *Poly Magoo*

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78.
rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardet
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.c.p. : 120900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

qui était un symbole du racisme « ordinaire » ou « quotidien ». Et du racisme quotidien au fascisme/racisme idéologique, il n'y a qu'un pas, que le PC a franchi avec Vitry et Montigny. D'ailleurs, 2 mois après le PM, c'était Copernic, no comment !

Voilà globalement quels étaient nos motivations. On s'est plantés, c'est certain, tant sur la méthode que sur l'analyse, mais à présent, il faut reprendre le problème sous un autre angle, la bête hideuse du racisme s'infiltré dans toutes les failles que présentent les têtes lorsque la vigilance n'est pas suffisante, c'est un combat de tous les instants, français, immigrés, femmes, prolos, etc. Il faut se donner les moyens de filer la parole

aux victimes en dehors de la tutelle des organisations ou syndicats, c'est pour cela que *Sans Frontière* est important. Les immigrés se réapproprient la parole qu'on leur avait confisqué, même chez les « démocrates » ! Il y a du pain sur la planche, c'est une lutte de grande envergure qu'il faut engager, sans trêve ! L'im-

(Photo DR)

Un proverbe créole dit : « Nous courrions derrière l'eau, nous sommes tombés dans la rivière ». Lisez en Page 3 pourquoi les haïtiens quittent leur pays ...

portant, c'est de préserver son identité envers et contre tout, refuser le piège de l'intégration qui donne bonne conscience à certains, mais détruit la plupart, la culture en milieu immigré, c'est à dire la spécificité dans l'ensemble, voilà ce qu'il faut préserver.

Bon, je passe à un autre problème, la survie en taule. Ce problème, tu le connais très bien, pour l'avoir expérimenté, tu sais que ce qui permet de survivre, ce sont les marques de solidarité exprimées par le courrier, alors, sans vouloir quémander, nous sommes quelques-uns dans cette division, qui aimerions rester connectés sur la réalité socio-politique extérieure. Afin de serrer les coudes, ici, nous organisons à 4 ou 5 des réunions d'étude politique en promenade, ainsi nous maintenons notre niveau de conscience et nous essayons de dégager des perspectives pour ...après !

J.P. et moi, marginaux parmi la marginalité que constitue le peuple des prisons, nous entretenons des liens très étroits de camaraderie, ainsi, nous pouvons envisager les échéances prochaines (procès) avec plus de sérénité. Nous n'avons qu'une hâte : nous arracher à cet univers kafkaïen afin de venir vous rejoindre dehors (quelle fête ce sera ce jour-là). De temps à autre, nous évoquons suster beubeu d'Afrique dans la monotonie des jours. Moi, je continue les cours de fac (licence de socio) et je fais un peu d'italien. Le fait que *Libé* ait cessé sa parution est un peu chiant, car l'autre presse est plus que craignos.

Amitiés communistes

Jean-Marc Niang
No 200963 II 107 - 42 rue de la Santé
PARIS 75014

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière »,
35 rue Stephenson, 75 018 Paris - C.C.P. 420 900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

UN JOURNAL
POR NO ?!

HAÏTI :

En route vers la liberté ...

Au livre déjà dense de la misère, il convient d'ajouter une nouvelle page, pleine d'actualité. Sur Paris et sa banlieue, cette misère a un nouveau visage dans la personne et la situation d'immigrés et réfugiés politiques haïtiens.

Ils arrivent, surtout depuis un an, fuyant la misère et la répression brutale de leur pays.

« La Perle des Antilles » dans l'esprit de beaucoup est synonyme de Soleil, de sable, de sexe ; un pays de rêve où il semble faire bon vivre.

Mais pour d'autres, ce terme dépassé évoque une patrie éloignée, un enfer que l'on fuit pour « chercher la vie » ailleurs.

Il faut avoir eu l'occasion de vivre en Haïti, d'avoir été plongé dans cet océan de misère de toutes sortes, il faut supporter de front le regard pitoyable et implorant, les visages pleins de reproches dans les rides desquels les conséquences de la malnutrition et des souffrances sont inscrites en lettres majuscules, il faut avoir cheminé au jour le jour avec cette procession de détresses multiples, et faut en avoir été saisi jusqu'à l'étouffement, il faut en avoir suffoqué, souffert et pleuré pour dire fort : non, c'est inhumain, ce n'est pas vivable. C'est impossible.

Avoir 20 ans dans la misère la plus totale, alors que l'on veut vivre et que tout nous en empêche. Il faut essayer un instant de fermer les yeux et vouloir comprendre ce que cela signifie : manquer de tout, ne rien avoir. Oui, cela est invivable.

Et c'est parce que c'est si insupportable et qu'ils n'acceptent pas de se soumettre indéfiniment en silence, que les Haïtiens partent vers un ailleurs hypothétique et mythique où doit se trouver la Délivrance et la Vie.

Où vont-ils ? Pourquoi la France ? Maintenant ?

Depuis des années, des Haïtiens quittent leur pays. Jusqu'à présent, ils allaient sur des bateaux de fortune le plus souvent, vers les pays voisins : U.S.A., Îles Bahamas (Nassau), Canada... Ils sont estimés à 500 000 aux U.S.A. 300 000 travaillent à Saint-Domingue dans les plantations de canne à sucre et dans des conditions très dures.

Mais peu à peu, les pays assaillis par ces « boat people » des Antilles ferment leurs frontières, et même rejettent à la mer, ou renvoient à leur pays d'origine ces visiteurs indésirables et clandestins, et ce sans ménagement et sans se préoccuper des conditions de réception de ces gens-là, à leur retour au pays.

Alors comme on ne les accueille plus dans les pays voisins et que leur pays est toujours aussi invivable, et même que la situation empire, alors ils cherchent toujours plus loin. Ils viennent maintenant vers la France, ce beau pays de rêve, où l'on a parlé Liberté et Droits de l'Homme. Là, au moins, pensent-ils, ils seront compris, accueillis, ils trouveront des défenseurs. Là, au moins, enfin, ils seront heureux. Ils pourront vivre, travailler, avoir une vie de famille, et aussi aider le reste de la famille toujours dans la misère, à Haïti.

Là au moins, ils auront l'impression de faire partie de la terre des humains. Ils l'auront payé cher ; mais, après tout, le Bonheur et la Liberté, ça n'a pas de prix.

Les conditions du départ

Pour le départ de l'un de ses membres, la famille va se mobiliser. On met en commun ce que chacun peut avoir et qui permettra de rassembler le prix du billet. Si cela ne suffit pas, on emprunte aux voisins et amis. Si cela ne suffit toujours pas, si eux-ci ne sont guère plus fortunés, alors on s'adresse aux usuriers de service. C'est une vérité bien connue que le malheur des uns fait le bonheur des autres. Ainsi dans ce cas précis, des usuriers vont louer l'argent manquant pour le départ au taux de 100% sur six mois.

Jusqu'à il y a quelques mois, on venait par Air France, via la Guadeloupe. Mais depuis novembre, la France exige un visa pour tout Haïtien venant en France. Et elle ne l'accorde que sur contrôle, bien sûr. Alors, les émigrés ont trouvé une autre route, par la Belgique, qui ne demande pas une telle formalité. Et de Bruxelles, de dévoués taxi-man les conduiront généreusement à Paris pour 2000 francs français. Il se retrouvent alors clandestins et plumés, à Paris.

Leur rencontre avec Paris

Pour un bon provincial de chez nous, aller à Paris, c'est toute une expédition, et s'y retrouver n'est pas une mince affaire. A plus forte raison pour un pauvre paysan haïtien.

Pour les Haïtiens, l'arrivée à Paris est une déconvenue, en plus d'un changement brutal. Quitter sa pauvre campagne haïtienne ou les bas quartiers de Port-au-Prince pour la France c'est déjà un dépaysement important en soi. Mais se trouver plongé au cœur du bouillonnement de la vie de Paris, en plein hiver, alors que depuis sa plus tendre enfance, on n'a connu que le soleil tropical, cela devient un coup de massue sur le crâne de gens paumés.

Car ils arrivent marqués par des années de conditions de misère, de répression. Ils sont analphabètes, très souvent : alors comment s'y retrouver dans le métro, et comment faire ses démarches, si vous n'avez pas la chance d'avoir quelqu'un qui vous guide, et qui n'abuse pas de

vous, là encore.

Ces nouveaux arrivants sont craintifs, toujours habitués à se méfier, à faire attention de ne pas dire n'importe quoi sans risquer d'être dénoncé comme ennemi du régime pour une parole de travers, et d'être arrêté.

De plus, ils sont noirs. Et, comme on dit, dans la conjoncture actuelle, ce n'est pas fait pour les aider. Il leur est difficile de trouver un logement décent ou du travail. Toujours, ils entendent la même réponse : « Ah, vous venez trop tard, on vient justement de trouver quelqu'un, juste avant que vous ne veniez ».

Paumés, craintifs, ballottés, sans compétence le plus souvent, ces émigrés sont sans défense. Quelqu'un qui est habitué à recevoir des émigrés et des réfugiés de tous pays, me disait : « Les Haïtiens sont vraiment les plus pauvres de tous ceux que j'ai pu rencontrer. Ils ont peur, souvent ils ne savent pas lire ou n'ont aucune qualification. Leur cas n'est pas facile. »

Parmi eux, il y a deux clans : les émigrés sans papiers et les demandeurs de statut de réfugié politique.

Les premiers, bien qu'ils aient les motifs nécessaires, ne demandent pas l'asile politique par peur de ne pouvoir retourner de sitôt au pays, ou de représailles sur les membres de leur famille. Alors, ils resteront clandestins, sans papiers, travaillant au noir, si un travail se présente.

Les seconds vont demander le statut de réfugié politique car effectivement, il y a des causes sérieuses de persécutions, d'emprisonnement qui ont motivé leur départ. Ils vont alors entreprendre les démarches nécessaires pour obtenir leur carte de réfugié. Cela ne devrait pas être trop difficile. La France n'a-t-elle pas la réputation d'être traditionnellement une Terre d'Accueil et d'Asile ? N'a-t-elle pas signé la Convention de Genève, de 1952, pour la défense des réfugiés politiques ? N'est-ce pas grâce à l'influence des idées de la Révolution de 1789 que les esclaves haïtiens d'alors se sont révoltés contre le joug qui les écrasait et ont obtenu leur liberté en 1804 ? Haïti, première république noire.

Oui, mais. Aujourd'hui, la conjoncture n'est pas bonne, il y a trop d'immigrés chez nous. C'est même un slogan qui fait la fortune de certains candidats à la présidence actuelle. Alors, tant pis pour nos traditions d'accueil et d'asile. Tant pis pour les pauvres sans-voix. On sacrifie les émigrés.

C'est ainsi que, actuellement, le service de l'O.F.P.R.A. (Office Français de Protection pour les Réfugiés et Apatrides) notifie systématiquement un rejet à toute demande de statut de réfugié politique. Auparavant, certaines aides sociales étaient accordées au demandeur pendant l'étude de son recours. Il avait une carte provisoire de travail. Il pouvait s'inscrire aux A.S.S.E.D.I.C.

(Photo DR)

Ce qui renvoie le pauvre Haïtien à sa misère, ici à Paris. Elle l'a suivi, comme si elle lui collait à la peau. Et l'un d'eux me disait sa déception et sa révolte ainsi : « Mais qu'est-ce que les noirs ont donc fait pour être ainsi traités. Nous ne sommes tout de même pas des bêtes. C'est pas possible, ça ».

Beaucoup d'entr'eux en effet, en plus, sont logés dans des chambres d'hôtel ou de bonnes au dernier étage de certains immeubles. Dans des pièces de 10 m², ils s'entassent à trois, quatre ou même cinq. Et cela pour un loyer de 700-800 francs par mois pour une pièce sans confort. Mais que dire quand on est clandestin ? On est vulnérable.

La plupart d'entr'eux n'ont pas de travail. Quelques-uns touchent l'indemnité forfaitaire des A.S.S.D.I.C. : 750 francs par mois. *Beaucoup n'ont absolument aucune ressource.* Ils sont dans le dénuement le plus total. Parmi eux, des femmes seules avec un enfant ou plus. Ce qui les sauve, c'est la solidarité qui règne entre ceux qui ont quelques ressources et qui prennent en charge ou logent ceux qui n'ont rien.

Grande est leur détresse et leur désillusion. Un proverbe créole résume bien leur situation : nous courrons derrière l'eau, nous sommes tombés dans la rivière.

Ils sont là dans une impasse. Car il ne peut être question de retourner en arrière, si mauvais

se que soit la situation actuelle. Tout mais pourvu qu'ils ne soient pas condamnés à cette éventualité. Le fait d'y penser les fait frémir. L'une d'entr'eux disait : « Si nous devons retourner, nous pouvons emmener notre cercueil. La mort nous attend. Notre cas est grave. ET puis là-bas, on n'a aucun droit. Que veux-tu ? On ne peut rien faire. »

En guise de point final

Des Haïtiens sont arrivés dans notre monde, au cœur de notre vie.

Ils espéraient trouver le bonheur : ils ont la misère collée à leurs basques.

Ils croyaient être sortis de l'enfer : ils sont affrontés quotidiennement au spectre des tracasseries, de la crainte, de l'insécurité.

Ils se disaient qu'ils allaient à la rencontre de la liberté : ils se trouvent enfermés dans les souterrains de la vie.

Ils pensaient être accueillis et compris, ils se découvrent objets de racisme et il se sentent de trop.

Ils rêvaient d'un partage normal entre humains riches ou pauvres : ils sont condamnés à froter les mirs de notre égoïsme.

Jusqu'à quand... ?

Jihaire

Ce qui fait partir les Haïtiens

A moins d'être globe-trotter ou touriste, on ne quitte pas son pays par plaisir. Sinon pour un moment bien délimité. Quitter son pays, s'exiler, c'est un échec dans une vie humaine. C'est une déchirure dans les familles et les esprits. Il faut déjà poser cette base pour comprendre la situation de ces gens obligés de partir.

Pour comprendre le pourquoi de tels départs, quelques chiffres sur la réalité haïtienne, peuvent nous aider.

— Haïti est peuplé de 5 millions et demi d'habitants.

— Il y a un million d'Haïtiens à l'étranger.

— 65% de la population est en chômage ou sous-employée.

— 75% des exploitations agricoles ont moins de 3ha.

— 1,15% de la population possède 66% des terres cultivables.

— 300 000 familles paysannes sont sans terre.

— 8 enfants sur 10 ne sont pas scolarisés.

— 90% des gens sont analphabètes.

— Le taux de mortalité infantile est de 170 pour mille.

— Un enfant sur deux meurt avant l'âge de 4 ans.

— 34% des enfants souffrent de malnutrition au premier degré.

— 61% des Haïtiens ont un revenu annuel équivalent à 300 francs par tête.

Racisme d'Etat

Le MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les peuples, a rendu public, le mercredi 11 mars un manifeste pour l'immigration ainsi que le programme des Etats-Généraux de la lutte contre le racisme qui se tiendront à Paris le samedi 21 mars.

Dans le manifeste intitulé « Liberté - égalité - Fraternité, une exigence pour tous », le MRAP procède à une analyse de la situation de l'immigration et présente quelques analyses et propositions s'inspirant des traditions républicaines. Le document du MRAP, s'attache dans un premier temps, à l'analyse de la politique gouvernementale, « véritable racisme d'état » et de mande en conséquence l'abrogation de plusieurs textes législatifs et réglementaires.

Décrivant « les inégalités dont sont victimes les travailleurs immigrés et leurs familles dans le logement, les quartiers, certaines communes, les structures sociales inadéquates ». Le MRAP s'élève contre ces discriminations et appelle à « un souffle nouveau de solidarité et de dialogue » dans une France devenue « dans les faits, pluraliste, pluri-ethnique et pluri-culturelle ».

Les dirigeants du MRAP ont enfin présenté le programme des états généraux de la lutte contre le racisme qui se déroule le samedi 21 mars à la salle de conférence de l'ASIEM 6 rue Albert de Lapparent dans le 7ème arrondissement de Paris.

La question du Logement et l'affaire de Vitry

L'Association cristolienne d'études et information municipale, en collaboration avec l'Office municipal des migrants de Créteil, vient d'éditionner une brochure intitulée : « les immigrés et la question du logement (ou la stratégie du bulldozer) ».

Cette publication reprendra, in extenso, l'intervention de Laurent Cathala, président du groupe socialiste, à la

session extraordinaire du Conseil Général du Val de Marne du 14 janvier 1981, ainsi que l'historique de l'affaire de Vitry.

Pour se procurer cette brochure, il suffit d'en faire la demande au :

Fic - Presse information Créteil, annexe de la Maison des Associations, rue Maurice Demenitroux, 94000 CRETEIL

Déclaration... Déclaration...

32 Associations lancent un cri d'alerte devant la détérioration du droit d'asile et de la politique concernant les réfugiés politiques en France. Leur but est d'annoncer qu'elles grouperont leurs efforts pour que cette dégradation soit dénoncée et que la tradition d'asile de la France soit maintenue dans son intégrité.

Les Associations soussignées, devant les graves menaces qui pèsent sur les demandeurs d'asile politique, les restrictions importantes déjà constatées et les graves conséquences matérielles, sociales et psychologiques qui en découlent pour eux, ont décidé :

1 - De tout mettre en oeuvre pour la défense des droits des réfugiés, en application de la Convention de Genève et notamment :
- le droit d'accès au territoire pour tout homme qui s'affirme menacé et demande l'asile politique ;
- le droit pour tout demandeur d'asile à une étude APPROFONDIE ET INDIVIDUELLE DE SON dossier par l'OFFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), sans discrimination a-priori ;
- le maintien du droit au séjour, au travail et à l'ensemble des droits sociaux pendant toute la durée de la procédure ;

2 - La création immédiate d'un groupe de travail qui doit, dans les plus brefs délais, étudier toutes les mesures qui sont déjà appliquées, avant même la parution d'une circulaire officielle, ainsi que leurs conséquences.

Les Associations s'engagent à unir leurs efforts afin d'alerter l'opinion publique et toutes les forces pouvant agir contre la dégradation du droit d'asile et pour la recherche de solutions aux cas humains les plus tragiques.

CIMADE - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél : 550 34 43

ACAT - (Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture)

ACCUEIL ET SOUTIEN -

AFDJ - (Association française des juristes démocrates)

AAMPSPRF - (Association d'Accueil aux Médecins et personnel de Santé réfugiés en France)

ATHAIF - (Association des Travailleurs Haïtiens immigrés en France)

CEDETIM -

CEP - (Communautés chrétiennes et

étudiantes)

CGE - (Eglise Réformée de France)

COMMISSION FRANÇAISE JUSTICE ET PAIX

CIMADE

Comité NKRUMA

Comité des Réfugiés Latino Américains

Communauté ZAÏROISE

Commission Sociale de l'EPISCOPAT

CSEI (Commission sociale et Internationale de la Fédération Protestante de France)

FASTI - (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs immigrés)

Fédération LEO LAGRANGE

FRANCE AMERIQUE LATINE

GROUPE ACCUEIL ET SOLIDARITE

Groupe de Réfugiés GHANEENS

LA LETTRE [Ligue Française des Droits de l'Homme

MISSION DE FRANCE

Mouvement ANTI-APARTHEID

MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples)

Mouvement du Christianisme social

S.C.I. - (Service Civil International)

S.I.T.I. - (Service Inter-Diocésain des Travailleurs Immigrés)

TERRE DES HOMMES - FRANCE

UCJG - VIE NOUVELLE

VAUGIRARD-46

« Je suis mort avant d'être né »

C'était l'année dernière, au mois de janvier.

Il était venu un soir au canard, nous proposer un article sur l'itinéraire d'un copain à lui qui s'était engagé chez les paras...

Djamel avait entendu parler du journal par des copains d'Argenteuil où il habitait et était né. Alors il était venu, le plus simplement du monde avec ses vingt ans et sa timidité. Malheureusement, il ne nous laissa pas le loisir de faire connaissance. L'espace d'un numéro de journal, le temps d'un bouclage...

Djamel partit pour Argentières en Haute Savoie où il avait trouvé un job dans une colonie de vacances. Et depuis, plus de nouvelles... Alors, comme dit le dicton : « Pas de nouvelles, bonnes nouvelles ».

Mais lundi, un coup de télé-

phone au journal, vint tout frotter en l'air, la vie, le dicton, tout quoi !

« Djamel s'est pendu à Argentières dimanche 8 mars, il avait une lettre dans sa main datée du 8 mars... ».

« Vous les gens je vous maudis d'être les gens. Impersonnels. Vous avez tous le voyeurisme comme religion. Apaisez votre vampirisme de l'ordinaire par votre faute, je suis mort avant d'être né. Je suis vaincu avant d'avoir combattu ».

Djamel Aouada sera enterré en Algérie à El Asnam où ses parents sont originaires. L'équipe de Sans Frontière présente à la famille de Djamel ainsi qu'à tous ses amis ses sincères condoléances.

F. A.

« Seul, triste et malheureux »

Djamel n'est plus. Dimanche 8 mars, il s'est pendu après y avoir beaucoup réfléchi.

Qui était Djamel ? Un jeune Algérien de 21 ans né à Argenteuil où vivent ses parents et ses cinq frères et sœurs. Pour ceux qui l'ont approché et compris, il était un personnage hors du commun. Un garçon profondément sensible et lucide. Ces lignes ne sont pas écrites pour pleurer notre ami. Lui-même ne l'aurait pas voulu. Cela nous amène à réfléchir, à regarder ce qui se passe autour de nous. Comprenez son message. Il s'est fermé les yeux pour nous les ouvrir. Ce suicide nous interpelle tous et fait surgir la rage qui sommeille en nous.

Combattre le mutisme, l'indifférence, le racisme faisait partie de son quotidien.

Djamel... Quelqu'un qui s'est beaucoup donné et qui a beaucoup aimé sans recevoir en retour ce qu'il croyait son dû.

Djamel... Plus qu'un personnage, un idéal.

Sa famille et ses amis

Manifestation

le 4 avril

La répression encore accrue du pouvoir envers les immigrés doit trouver une réponse unitaire des antiracistes qui sont par ailleurs écoeurés de la division et des jeux politiques de la campagne présidentielle.

C'est dans cet état d'esprit que les participants de la marche Nationale du 10 mars 1980 (MTI, FASTI, CEDE-TIM, CFDT, collectifs...) ont décidé d'appeler l'ensemble des organisations luttant pour l'égalité des droits entre français et immigrés à organiser conjointement la manifestation le samedi 4 avril 1981 à 14 h. (départ Barbès) pour la région parisienne et des initiatives régionales en Province.

Quelle que soit la taille de votre association, de votre travail de quartier, vous pouvez participer à part entière à ces manifestations.

Un tract d'appel sera tiré à plus de 100 000 exemplaires.

Une affiche sera également tirée à 10 000 exemplaires.

Pour plus de renseignements, téléphonez à la MTI (372 75 85), et participez aux réunions de travail.

Un enjeu électoral des plus douteux !

Outre qu'elle réveille, pour stigmatiser davantage les immigrés, tous les vieux démons qu'on croyait exorcisés au moins dans leur forme officielle, à savoir la xénophobie, le racisme, la prétendue supériorité que l'une se donne à asservir l'autre quand elle en a besoin et aussi à la charger de tous les maux quand cela l'arrange ou quand elle même est accablée, les difficultés présentes, au premier rang desquelles se trouve le chômage, contribuent à faire en sorte que l'immigration et les immigrés, qu'on les nomme ou qu'on ne les nomme pas, seront nécessairement au centre de la campagne électorale. Ainsi, pour ne prendre qu'un des thèmes majeurs sur

lequel sera axée cette campagne, le chômage, parce que la définition qu'on a toujours donnée de l'immigré l'identifie absolument au travail, la situation actuelle masquée par la pénurie de l'emploi ne manquera pas de prolonger cette identification, de l'accentuer le processus a déjà commencé depuis quelques années- au point de le transposer de l'immigré-travail en immigré-fauteur de chômage. Tout propos électoral et à plus forte raison électoraliste, sur le chômage sera, qu'on le veuille ou non, un propos sur l'immigration et un propos à l'encontre des immigrés. Chez certains candidats, propagandistes de ces candidats et électeurs probables de ces mêmes candidats, parce que la cause est entendue d'avance, le propos sera clair et net : les immigrés étant indiscutablement les responsables, dans leur totalité ou au moins en partie, du chômage des français, le vote le meilleur est celui qui sera porteur sur l'ennemi déclaré des immigrés. Aussi, ne sera-t-on

pas surpris si au cours de la campagne de tel candidat, tantôt on entendra affirmer sans ambage et tantôt on laissera seulement entendre (car il est peut-être quelque autre courant de l'opinion qu'il faut ne pas trop violenter ou une autre image

de soi -image libérale, humaniste, philanthrope et charitable, tiers-mondiste, etc- qu'il faut savoir ménager) que voter dans tel sens, c'est voter pour la priorité de l'emploi à la main-d'oeuvre nationale, c'est voter pour le reflux des travailleurs immigrés jusqu'à (et pourquoi pas ?) leur disparition totale ; c'est voter à l'encontre des immigrés globalement, à leur rencontre au travail, bien sûr, mais aussi dans toutes les autres formes de voisinage, dans l'habitat, à l'école, dans la rue. Dans telle autre campagne élec-

ne cultive pas des professions de foi aussi mesquines, aussi démagogiques et aussi chauvines, il ne reste pas moins que le silence prudent qui sera systématiquement observé, au point de feindre tout ignorer et du problème de l'immigration et de la polémique qu'il soulève, et de l'existence des im-

migrés et du préjudice qui leur est porté, aura lui aussi une signification électorale : il sera interprété en fonction des positions que les autres partisans et rivaux politiques auront, sous ce rapport, explicitement proclamées ; il prendra objectivement le sens d'une prise de position par défaut, d'une prise de position qui n'aurait pas le courage, la lucidité ou la conséquence de s'afficher ouvertement.

torale, où on ne partage pas un pareil simplisme et où on est-ce donc que l'immigration est si compromettante politiquement qu'on n'ose faire droit, même en paroles, à ses exigences les plus élémentaires, être assurée de pouvoir continuer à exister ? Est-ce lui rendre justice, non pas tant du bout des lèvres, comme ce fut le cas en période relativement « faste » (alors qu'on ne demandait qu'à se débarrasser sur elle de tout le surcroît d'activités peu rémunératrices et peu gratifiantes), mais de manière active et militante aujourd'hui qu'elle est calomniée, dénigrée, abusée, lésée dans ses droits les plus fondamentaux, et si redoutable et si peu payant politi-

quement qu'on s'abstient, sauf nécessité contraire, de toute allusion à cette délicate question ? Est-ce là la vérité même de l'immigration ? Une force ambiguë : une force qu'on est content d'avoir à ses côtés, mais seulement quand tout va bien, c'est à dire quand il n'y a que des profits à en tirer ; que le contraste vienne à changer, voilà qu'on adopte à l'égard de cette force, l'allié objectif d'hier, l'attitude qu'on a à l'égard d'un « ami » honteux, à savoir se garder de l'accabler en ne surenchérissant pas sur les attaques des autres, mais ne pas se compromettre en lui témoignant sa fidélité et son soutien. Une « cause » qu'on est content de pouvoir défendre, pour les avantages symboliques qu'elle rapporte et pour l'image qu'on donne ainsi de soi, mais seulement quand on est sûr qu'il n'en coutera rien ! Cela est-il inscrit dans la nature même de l'immigration ? Est-ce là sa vocation politique ? Son destin social ?

Faut-il que l'immigration soit vouée à partager l'opinion en deux parties, et selon une ligne de partage qui ne recoupe pas d'ailleurs le partage classique entre droite et gauche ? En deux parties inégales, l'une s'arrogeant le droit à parler haut, à tous propos et hors de propos, le droit de dénoncer et de condamner, le droit de frapper en toute impunité ; l'autre, comme si elle n'avait pour elle que sa réserve, préfère se réfugier à cet égard dans une attitude de prudence calculée, dans une attitude de neutralité affectée. Deux parties inégales, parce que, jusqu'à présent, seule l'une, que nous nous plaignons à croire minoritaire, prend sur elle de crier, de brailler, de vociférer sans qu'aucune contradiction sérieuse ne lui soit apportée. L'une avance, conquit des positions et, ce faisant, croit pouvoir gagner à elle des voix, celles que lui rappor-

teraient sa xénophobie, son racisme, son ultra-chauvinisme, l'autre recule, se détourne de ce combat douteux, esquive, refusant d'aborder ce problème de front comme si de dire ce qui est est politiquement vrai pouvait couter des voix. Mais, à supposer de pareilles stratégies puissent rapporter (ou ne pas couter) des voix, l'enjeu vaut-il le prix dont il est payé ? Faut-il que l'immigration fournisse aux uns et aux autres un thème de propagande fort peu reluisant et qu'elle subisse, à cet effet, un travail de perversion qu'elle ne mérite pas, se situant bien au-dessus de toutes ces manigances. Mais le grand perdant n'est-il pas, en définitive, le peuple français, l'électorat tout le personnel politique s'accorde pour flatter, en la circonstance, malheureusement de la manière la plus abjecte, les uns en exploitant activement, à la faveur des peurs qu'ils suscitent ou qu'ils entretiennent, les pires instincts qui sommeillent dans les bas-fonds ; les autres, en entretenant l'illusion, par leurs réticences à proclamer la vérité, que celle-ci est dangereuse couteuse et que, somme toute, elle peut être ignorée et sacrifiée. A ce compte, voilà qui fera de ce grand moment de la vie politique que sont les élections, une occasion perdue : au lieu d'un nécessaire travail d'explication, d'éducation politique, ce sera encore le racisme qui sortira triomphant de cette épreuve.

ABDELMALEK SAYAD

Libre opinion

Lettre d'un chrétien de Barbès à Mgr Lustiger

Père, grande est notre déception ...

Quand nous avons su, à grands renforts de publicité dans les médias, que vous aviez choisi la Goutte d'Or pour célébrer une de vos premières messes avec les parisiens, une attente secrète avait surgi en nous. Oui, ce geste symbolique doit signifier quelque chose. Barbès, quadrillé depuis 1978 par les CRS sur la demande de J.P. Bloch, haut-lieu de rencontre des immigrés mais aussi proie actuelle d'une intense spéculation immobilière qui tend à expulser les classes les plus défavorisées, en commençant par les immigrés ; Barbès qui avait douloureusement, mais aussi combien fraternellement, vécu la mort de Galli ; ce Barbès-là, nous sommes nombreux à le vivre

dans nos tripes. Que de choses à dire et à rappeler au nom de l'Evangile !

Oui, notre attente était grande : le nouvel archevêque de Paris que vous êtes va venir rappeler les fortes exigences de l'Evangile sur la Justice, la fraternité de tous les hommes quelque soit leur race ou leur religion, la priorité à donner aux plus démunis, et donc à l'étranger, le refus de tout racisme et de toute attitude discriminatoire, même à l'égard de ceux qui ne sont pas électeurs ...

Et puis, ce fut la déception. Votre sermon, vous auriez pu le faire semblable dans le 16e ou à Neuilly. De grands et beaux mots,

qui planaient ... « ce n'est pas possible- se disait-on au cours du sermon- il va maintenant nous parler, à nous, chrétiens de Barbès. Il va rappeler à tous et entre autres aux responsables les exigences de l'Evangile (tiens, Pierre Bloch était là, lui qui n'avait même pas daigné rendre un dernier hommage à Galli) ... il va soutenir les chrétiens et les autres habitants du quartier engagés dans la lutte pour une plus grande justice ... il va témoigner de sa solidarité avec les immigrés » ... Et non : le sermon se termine, et vous n'avez rien dit !

Père, nous sommes déçus : nous tenions à vous le dire, en toute fraternité ...

Michel Neyreneuf

BREVES

Jeudi 5 mars, le P.L.M. Saint-Jacques, cocktail pour le premier anniversaire de « Révolution » l'hebdomadaire des « intellectuels » du PCF et Georges Marchais,

secrétaire Général du PCF, était présent. Je me suis

approché de lui :

Mr. Georges Marchais, « Sans Frontière, le journal de l'immigration » ; accepteriez-vous de nous rencontrer ?

- Oh, pas avant les élections. Sans commentaire ...

IMMIGRATION—SONDAGE

Une consolation pour Marchais

Le journal « Le Matin » a publié deux sondages commandés à la société « Louis Harris ». Un, réalisé dans les départements du Pas de Calais et du Nord, l'autre dans Paris et sa région. Les deux ayant pour thème l'immigration. Ceux qui croient que le PCF a lancé sa campagne à la légère auraient intérêt à lire ces

chiffres ; l'anti-immigré ça paye bien car ça intéresse bon nombre de français-électeurs.

Le tiers des sondés à Paris et la moitié dans le Nord estiment notre présence comme un mal et une cause du chômage. En revanche, les 2/3 des sondés condamnent les méthodes utilisées par le PCF à Vitry et à Montigny les Cormeilles. Mais Marchais n'a pas à s'inquiéter, 24 % des français sont « tout à fait ou plutôt d'accord » avec les positions du PCF 24 % , ça fait 3,4 de plus que le score du PCF aux européennes de 79. C'est toujours bon à ramasser ...

Ici Radio Piranha

Le 11/02/81, j'avais assisté à une réunion qui regroupait les radios libres de l'est, la Cochenille et moi-même, de *Sans Frontière*, pour voir la possibilité d'un projet d'Agence de Presse dans la région de l'Est, afin de collecter toutes les petites informations quotidiennes à l'usine, dans les rues piétonnes ou même dans un commissariat ou une banque et les taper le soir et les diffuser en fin de semaine en deux fois par semaine, et à la sortie de cette réunion, j'avais proposé aux participants de faire parler d'eux dans le journal, et c'est la première interview de Piranha.

Sans Frontière : Pourquoi une radio libre à Montbéliard ?

Radio Piranha : Déjà, une radio libre, c'est pour lutter contre le monopole d'état quant à l'information et pour que les minorités opprimées puissent s'exprimer, étant donné qu'elles ne peuvent le faire sur les ondes officielles (cf : l'émission télévisée « Mosaïque » où les problèmes des immigrés ne sont jamais véritablement abordés ; d'ailleurs, cette émission est contrôlée par les gouvernements étrangers et cautionnée par la France.

SF : Et pourquoi Montbéliard ?

RP : Tout bêtement à cause de la proximité de Peugeot Sochaux et de ce que cela représente : concentration ouvrière donc oppression sociale dans les foyers, dans les cités dortoirs et donc aussi, répression patronale et policière (licenciements abusifs, milices privées, assassinats légalisés (suicides de militants, problèmes d'environnement, etc...)

Le rôle d'une radio libre à Montbéliard serait donc de relier les individus entre eux, de servir de porte-voix aux luttes et de permettre l'expression des minorités opprimées.

SF : Quelles sont vos méthodes pour recueillir les informations et faire les émissions ?

RP : Nous essayons de tisser des liens avec des militants d'entreprise, de quartier, et, en règle générale, avec tout ce qui est représentatif de la vie sociale à Montbéliard et aux environs.

En fait, c'est encore à nous d'aller chercher les informations, la radio n'étant encore pas perçue comme un moyen crédible d'expression, mais plutôt comme un gadget, une mode qui est appelée à disparaître.

Dans nos émissions, nous commentons aussi l'actualité tant locale que nationale ou internationale, qui fait partie intégrante de l'information et sur laquelle nous donnons notre point de vue.

SF : Quels problèmes rencontre Radio Piranha ?

RP : Radio Piranha est encore une radio marginale, peu soutenue, parce que marquée politiquement à sa création à l'extrême gauche.

Les partis de gauche nous ignorent, la droite nous brouille. De plus, nous sommes en proie à la répression policière : deux militants inculpés, perquisitions à nos domiciles et saisie de plus de 5 000 F de matériels.

SF : Existe-t-il des liens entre les différentes radios au niveau régional et au niveau national ?

RP : L'an dernier, dans l'est il existait une coordination des radios libres (Radio Verte Fessenheim en Alsace, Radio Ondes Rouges et Radio Alstom à Belfort, Radio 25 à Besançon, et nous-mêmes à Montbéliard).

Nous avons fait deux émissions communes : l'une sur le grand canal (en direct), l'autre sur les comités de soldats. Il existe aussi une coordination nationale des radios libres qui ont créé la fédération des radios libres dont les revendications sont : Abolition du monopole d'état, légalisation des radios locales avec émetteur à portée limitée et fréquences différentes pour permettre à la vie associative, culturelle et sociale de la région de s'exprimer.

SF : Quelle différence entre radio libre et syndicale ?

RP : Les radios syndicales, quoiqu'ouvertes aux différentes associations régionales, ne luttent pas contre le monopole

d'état mais pour son aménagement. Pour elles, le monopole est un bien en soi, mais il est actuellement aux mains de la classe au pouvoir.

SF : Q'est-ce que Radio Piranha pense des dernières manœuvres du PC quant aux immigrés et de la réaction politique qui s'en est suivie ?

RP : Nous pensons que le PC sacrifie tout à sa politique nationaliste et électoraliste. En croyant asséoir son audience sur une partie de la classe ouvrière raciste, il s'isole de toutes les autres catégories sociales. Nous dénonçons cette attitude raciste qui pousse à la délation, qui pousse les travailleurs français contre leurs frères immigrés et qui ferait croire qu'il y a plusieurs classes ouvrières.

MONTPELLIER

Expulsions en chaîne

le mardi 3 mars 1981 dans la soirée a eu lieu une descente de police. Aux cours de ces opérations, de nombreux immigrés (une trentaine) ont été contrôlés au poste de police. Parmi eux, neuf personnes ont été mises en garde à vue dans le but d'être expulsées 48H plus tard pour Agadir. Ces personnes avaient été prises par la police directement à leur domicile (Grand'Rue Jean Moulin, Bd Louis Blanc, Plan de l'olivier, Impasse Lebon) et sur dénonciation. le lendemain matin, l'ASTM était prévenue de ces opérations. Dès 14 h, trois représentants du MRAP, de l'ASTM et du collectif contre les lois racistes, obtenaient une entrevue du directeur du cabinet du préfet : celui-ci ne communiquait que sept noms, et arguait pour justifier de leur expulsion, de la non-possession d'un passeport. Ultérieurement, la police dira que neuf personnes ont été interpellées et placées en garde à vue, dont la majorité pour « infraction à un arrêté d'expulsion ».

Une tentative de recours a

été effectuée ce jeudi matin 5 mars par l'ASTM accompagnée de son avocat « Meloux. L'entrevue qu'a générée cette tentative, avec Mr Fourès, directeur de la police urbaine de Montpellier, n'a pas permis de rendre visite aux détenus, les policiers s'abritant derrière la procédure de garde à vue, récemment renforcée par les dispositions de la loi Peyrefitte.

A 19 h, le jeudi 5 mars, les neuf personnes ont été expulsées pour Agadir. A leur embarquement, a eu lieu un rassemblement de protestation d'une trentaine de personnes.

Sous les yeux de ces personnes, ont été amenés deux immigrés en plus des neuf autres, ce qui porte à onze le nombre de personnes expulsées. Un autre rassemblement a eu lieu convoqué par le collectif, le MRAP, la Ligue des droits de l'homme.

Aujourd'hui, le climat qui font peser ces opérations de police sur la population immigrée de Montpellier, atteint l'intolérable (contrôles, rafles, dénonciations et expulsions se succè-

dent à un rythme de plus en plus rapide).

Tout ceci ne vise qu'à une seule chose : affaiblir les travailleurs immigrés en règle qui se voient refuser l'embauche sur certains chantiers, les patrons préfèrent largement s'adresser à la main-d'oeuvre sans papiers plus vulnérable.

Il existe à Montpellier de véritables officines de travail au noir de main-d'oeuvre sans papier comme par hasard, deux des immigrés expulsés le 14 janvier 1981 étaient justement en conflit avec leur employeur, notoirement connu comme recruteur de main-d'oeuvre sans papier.

Face à cette situation, les associations et organisations regroupées dans le collectif contre les lois racistes, soucieux d'une réelle solidarité avec les immigrés, demandent : la régularisation de tous les sans papiers, l'abrogation des lois et circulaires racistes et l'égalité des droits sociaux et politiques entre les travailleurs français et immigrés.

Le PC fait par ce fait, le jeu de la droite, qui redore son blason déjà bien terni par les lois Stoléru.

En braquant les feux de l'information sur un PC raciste, la droite continue sa politique anti-immigrée, de retour au pays, de limitation du nombre de étudiants étrangers en France et de chasse au faciès.

SF : Radio Piranha a-t-elle fait des émissions avec les immigrés ?

RP : Très, très bonne question !!! Oui, radio Piranha a fait des émissions avec les immigrés. l'une sur le festival de l'immigration lancé par les Blach Papiers, une autre avec un camarade de la commission immigrée du CE de Peugeot Sochaux, et une présentation de *Sans Frontière*.

Etant donné le fonctionnement de la radio à l'heure actuelle, il faut reconnaître que ces émissions sont cependant trop rares.

Interview recueillie par Touzri Farouk

Le bréviaire de la haine

Dans la rubrique « ceux qui nous aiment », la palme revient cette semaine au **recours** une des multiples associations de rapatriés d'Afrique du Nord.

Dans un document interne, cette organisation vient d'établir « le calendrier des problèmes à régler par ordre d'urgence ». Un des problèmes dont se préoccupe le **recours**, est bien évidemment le sort des français musulmans dont les conditions de vie doivent être améliorées.

Comment, me direz-vous ? Le **Recours** préconise :

« le relèvement de l'indemnisation forfaitaire de 5 à 15 000 FRS ; Pour un alignement, au minimum, sur les indemnités de départ versées aux travailleurs immigrés.

Une plus grande protection des jeunes contre les influences néfastes des travailleurs immigrés ... »

Voilà les solutions que propose donc le **Recours** pour mettre fin à plus de 20 ans de mépris, de manipulation et d'oppression des harkis et de leurs familles. Et dire que cette organisation a le soutien de certains dirigeants et dignitaires français musulmans.

Saint-Chamas

Mr. Doublet, l'adjoint au Maire de St Chamas (Bouches du Rhone, condamné à un an de prison ferme pour avoir participé à une ratonnade (cf *Sans Frontière* No 10), n'est pas content du verdict. le procès passe devant la Cour d'Appel de Grenoble le vendredi 13 mars à 14 heures.

Après l'échec de l'opération « ville morte » lancée par le maire de la petite ville méridionale, les maires racistes vont-ils se déplacer en masse à Grenoble, ou vont-ils lacher Doublet, après avoir laissé tomber Géronimi, le karatéka-ratonneur ? (suite dans le prochain numéro).

SOS Expulsion

un collectif SOS Expulsion Haute Savoie vient d'être créé dans notre département à la suite de l'augmentation des expulsions du territoire dont sont victimes les travailleurs étrangers, notamment les jeunes.

Ce collectif de soutien regroupe une vingtaine d'associations. Cette action s'inscrit dans le contexte de lutte en faveur de la défense des libertés actuellement menacées.

Parce que la pratique habituelle et automatique de l'expulsion est condamnable. En effet, elle sanctionne deux fois les travailleurs pour

Haute-Savoie

les mêmes délits ou pour des situations administratives involontairement irrégulières.

Enfin, contrairement à la déclaration universelle des Droits de l'Homme (art. 13), et à la Charte du droit de l'enfant, cette pratique ne respecte pas la liberté de choix de la résidence.

Les immigrés de toute nationalité menacés d'expulsion, toutes les personnes sensibilisées à ce problème peuvent s'adresser à :

SOS EXPULSION
Local du Comité Martin Luther King, 9 quai des Clarisses - 74000 ANNECY.

NIGERIA :

High Life

L'ancienne fédération du Nigéria dans le golfe du Bénin, se trouve au nord du Cameroun. Avec le Libéria, la Sierra Léone, La Gambie, le Ghana, le west Cameroun, elle constitue l'aire géographique qui coïncide avec l'anglophonie en Afrique Occidentale.

Trois groupes de peuplement se partagent en majorité le territoire : Haoussa, Yoruba, Ibo.

Ancienne colonie britannique et membre du commonwealth, le Nigéria offre des perspectives économiques formidables. Un marché intérieur énorme dû à la croissance démographique qui en fait le pays le plus peuplé d'Afrique Noire. Une vieille tradition d'accumulation héritée de l'Islam commerçant, des entrepreneurs rompus aux vicissitudes du capitalisme périphérique (plantations industrielles), un encadrement certes hyper élitiste, formé aux USA et en GB et le pétrole dont la rente et la répartition attiseront convoitise et division.

Le voisinage de l'Islam majoritaire dans le nord — et à présent à l'ouest chez certains Yoruba — avec le sud chrétien se vit sans affrontement majeur. « L'aristocratie » « Haoussa » accuse un retard par rapport aux « Ibo » formés en masse par le christianisme à l'école occidentale. La présence des « Ibo » dans l'administration et leur prépon-

dérance aux postes de décision irritent le nord qui sent l'exclusivité des pouvoirs politiques lui échapper.

Phénomène classique d'allo-métrie sociale, les « ibo » sont perçus alors comme une minorité « d'infidèles » dont le dynamisme dérange l'ordre des rapports de force issus du XIX^{ème} siècle. La manne pétrolière achève de convaincre les « sudistes » qu'une secession serait possible, solution ultime aux persécutions et aux assassinats qui visent leur communauté. L'aventure d'Ojukwu se ternie en Côte d'Ivoire, après une guerre qui, au-delà du coût humain et finan-

cier, permet au Nigéria de mesurer la fragilité de l'unité nationale, et le réalisme ou le cynisme des grandes puissances.

Les objectifs politiques des officiers qui se succèdent au pouvoir manquent de transparence : Ironsi, Gowon, Obasanjo... sont des officiers dont le nationalisme ne souffre pas de doute, la finalité de leur programme ne portait pas toujours un projet clair pour le citoyen. En pleine session de l'OUA, Yakubu Gowon apprend le putsch dirigé contre lui et le rôle de sa garde rapprochée : il se retire sur une citation de Shakespeare. La reconstruction au début des années 70 est marquée de troubles sociaux et d'insécurité.

té.

La « débrouille » individuelle, la croissance des vols, les attaques à main armée, les escroqueries créent un climat propice aux juridictions d'exception. A titre d'exemple, les câbles téléphoniques en cuivre disparaissent des poteaux pour la fabrication des bijoux : l'état ordonne la peine capitale pour les vols !

Dans ce climat économique, les textes de Fela Kuti sont quelque fois une chronique sociale qui dit les aberrations du gigantisme nigérian, l'hypertrophie du trafic (embouteillage quotidien de quatre heures dans Lagos) les disparités sociales accrues par la répartition inégale de la rente pétrolière, l'irruption de la corruption sur l'ensemble de la sphère sociale, facettes perverses réfléchissant le développement à l'occidentale.

son dynamisme démographique et économique, ainsi que sa position géographique lui donnent une situation stratégique ; avec Carter au pouvoir (dont la foi baptiste le rapproche d'Obasanjo) le Nigéria était redevenu un partenaire commercial et politique irremplaçable dans les plans africains de la Maison Blanche.

A l'intérieur de l'OUA, une place de choix lui est attribuée dans les règlements des conflits interafricains. Lagos a abrité les conférences successives qui visaient soit à réconcilier les factions du GUNT soit formuler des propositions allant dans le sens de la fin du conflit tchadien. La conférence de « Lancas-

ter House » qui devait déboucher sur l'indépendance du Zimbabwe fut précédée des contacts avec le gouvernement britannique auquel le Nigéria fut étroitement associé. Bien plus, la conférence d'Arusha (Tanzanie) réunissait non seulement des pays de la ligne du front mais aussi le Nigéria, invité spécial. Le rôle de l'état nigérian dans l'émancipation de l'Afrique ne doit pas chercher la « confusion » qui règne à l'intérieur : aggravation de la misère, impunité de certains dirigeants cités dans des scandales financiers (telle la disparition de la recette annuelle du pétrole exporté), l'abandon d'une politique culturelle dans un pays dont l'héritage historique et artistique est la référence obligée de biens africains. Dans ce climat économique apparaissent des réponses diverses : le repli religieux (cf les émeutes de Kano il y a un mois), ou la création d'espace autonome telle la communauté de Kalakuta que gère le « président » Fela Kuti. (Dans le registre de Fela on peut retenir au passage « Lady Shakara », « Opposite people », « Open and close », et d'autres textes où il est question de la femme africaine moderne, des noirs occidentalisés (gentleman) la dénonciation des religions chrétiennes ou islamiques, des appels à l'unité de l'Afrique avec des accents de N'Krumah.

Si vous voulez en savoir plus sur le Nigéria et sur l'Afrique en général, allez vous bousculer aux portes de Pantin où Fela certainement vous fera revivre Lagos sur Seine.

LEUK LE LIEVRE

FELA nègre ta musique, Kuti

Fela à Paris le 14 mars. Nous, ça va faire une dizaine d'années qu'il nous fait swinguer de sa rythmique syncopée. Régions d'abord une vieille dent à l'écriture de certains journalistes « branchés » en mal d'exotisme sur les musiciens noirs. Fela, dans cette presse, serait un joint de première qui dans ses chansons aborde certains problèmes sociaux et le succès venant lui monter à la tête, il se prend pour un homme politique de première avec programme et tout et tout. Mais comme il est jointé, son programme ne peut être que celui d'un illuminé : c'est pour cela que sur les affiches annonçant sa venue, on n'y met « Black President » et puis en le présentant avec le joint au bec, il y a des chances de ramener tous les babas and co du coin. Hé, messieurs du journalisme, rajustez vos pompes : Fela c'est d'abord Confusion, un 33T avec ce seul morceau, une face chantée, une face instrumentale, et ce n'est pas de l'arnaque. Non seulement les blackies ne pistaient pas la piste, mais en plus les paroles avaient une signification pour les jeunes. Ça commence un peu comme ça : « quand on dit que c'est le merdier + et que tout fout le camp / quand tout fout le camp / et bien faut le gueuler... »

Puis il y a « Lady » « Shakara » deux morceaux sur la femme. « Lady » une vision africaine et humoristique du fémi-

nisme (un peu comme « la condition masculine » de F. Bebay). Shakara vous savez, la femme-problème, casse-pied, piailleuse et tout. « Who no know go know » : « celui qui ne sait pas va savoir », « what is why black man di suffer today » : « voilà pourquoi l'homme noir souffre Oh ». Véritable plaidoyer pour la prise de conscience de l'homme noir. « Jhonny just drop, JJD », le retour au village du nègre-blanc asseptisé par un trop long séjour européen, qui en prend plein sa gueule, car encore plus néo colon que l'ex-colon. La musique africaine traite souvent des problèmes de la vie : le constat de Fela est plus radical. Hé messieurs du journalisme, pour parler de la musique africaine, il ne suffit pas d'aller se bronzer les reins dans les bars de Douala ou Lagos, à l'ombre de quelques hanches climatisées. Il y a une histoire, une continuité, une intermédiation dans la musique africaine (si vous voulez je peux vous donner des leçons, blague à part). Je ne pense pas que vous ayez bien saisi la signification du « high life » des Chief Commandant Ebenizer et autres aux rythmes duquel bringueraient mes parents à l'époque même alors. Je ne pense pas que vous ayez jamais saisi pour Ginger Baker, le rouquin batteur du génial « Cream » fit un 33T avec l'African zo de Fela, je ne pense pas que vous puissiez saisir la profondeur troublante de musicalité

de « All the boys doin it » de Hughes Masakela (un sud africain) avec toujours l'africain Zo. Pourtant il y a un morceau dedans qui vous concerne : « T arzan is leaving the jungle ».

H.D. KALA LOBE

GUY MIDIOHOUAN :

Nouveau genre de ping-pong

Nous avons été mis au courant par d'anciens camarades d'études de Guy Ossito Midiohouan de l'arrestation de celui-ci au Gabon où il enseignait au lycée de Franceville depuis son obtention d'un doctorat en littérature comparée à l'Université Paris III.

En même temps, quelques journaux français dont le Monde, annonçaient l'extradition de Midiohouan et son incarcération au Togo. Ces articles font état comme cause de cette arrestation, d'une nouvelle sur le retour en Afrique des intellectuels et travailleurs africains après leur séjour en Europe, qui aurait été saisie dans les affaires de Guy Midiohouan avant qu'il ne l'envoie à la revue *Peuples Noirs, Peuples Africains*.

Depuis, nous avons appris par l'ambassade du Togo, elle-même que Guy Midiohouan a été libéré et refoulé au Bénin, car sa famille serait d'origine dahoméenne. Guy Midiohouan n'a lui-même pu donner aucune nouvelle de sa situation. Soucieux de voir sauvegarder la liberté individuelle et d'expression et les droits de la personne d'un enseignant qui, alors que nous l'avons connu en France, se signalait par son équilibre et sa solidarité intellectuelle, nous avons décidé de former un comité de soutien qui groupe, pour l'instant, certains professeurs et amis de Guy Midiohouan.

Jean Duick, Michel Fabre, Pierre Nordon, Agnès Sola, L. Carri, professeurs à l'université de la Sorbonne Nouvelle, Pierre Nardin, chargé de mission à l'I.N.S.E.E. ; Jacques Amory, enseignant à Paris VIII ; Guy Dhoquois et Christophe Batsch, enseignant à Paris VII ; Daniel Tartier, secrétaire général de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants ; constitués en comité non partisan, nous avons pour objectif de connaître la situation actuelle exacte de Guy Midiohouan, d'autant plus que depuis sont transfert au Bénin, sa famille est restée sans nouvelles et nous a exprimé son inquiétude.

Depuis le Comité a fait une demande d'audience à l'Ambassade du Bénin, restée sans réponse à ce jour. Par ailleurs, le Comité a tout lieu d'être inquiet sur le sort de Tekla, la femme de Guy, qui serait en résidence surveillée dans un hôtel de Franceville mais dont on est aussi sans nouvelles depuis plusieurs semaines.

Le Comité fait appel à votre solidarité pour assurer les recherches d'information et éventuellement la défense de Guy et Tekla :

Versements : CCP CRISE PARIS 984 100 E, mention « soutien à Guy » - Permanence FFACE 19 B rue de Cotte. 75012 PARIS

ADOLFO P. ESQUIVEL : Le combat des fourmis contre l'éléphant

« La liberté de la pensée et de l'esprit ne peut être enfermée par aucune prison et par aucun régime » écrivait il y a quelques mois Alfonso Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix, interviewé ci-après par Miguel Benasayag.

Deux Argentins, issus de démarches différentes, mais qui ont eu à affronter la répression car ils témoignent tous les deux de cette liberté, de cet espoir.

Sans Frontière : Les gens savent que vous avez été arrêtés en Argentine. Pourriez-vous nous raconter brièvement pourquoi cette arrestation ?

Adolfo Perez Esquivel : Nous développons depuis plusieurs années un travail dans toute l'Amérique Latine et notamment en Argentine. Nous avons commencé à travailler en 1973, 74 quand il y avait des situations assez critiques, c'est à dire, lorsque le problème des droits de l'homme est devenu crucial. C'est ainsi qu'en 1975, nous avons formé le mouvement oecuménique pour les droits de l'homme et, nous avons commencé à préparer aussi l'Assemblée permanente des Droits de l'Homme. Nous avons aussi travaillé avec des réfugiés pendant le coup d'état du Chili. C'est surtout après la rencontre à Medellin (1) que nous avons posé le problème des Droits de l'Homme au niveau de tout le continent. Cela voulait dire s'occuper des luttes des paysans pour les terres, le problème des ouvriers, l'appui et la solidarité avec les organisations paysannes. C'est ainsi après une longue tournée où des camarades de Buenos Aires ont souffert de la répression, j'ai décidé de retourner en Argentine, et quand j'ai été renouveler mon passeport, je me suis fait arrêter et j'ai passé quatorze mois en prison. Je fus torturé à l'intérieur de la prison de Plata. Après je suis resté encore quatorze mois en liberté surveillée. Ma liberté définitive date du 18 septembre 1979.

Ils ne m'ont jamais donné la raison de mon arrestation. Je n'ai jamais été jugé, et ils ne m'ont jamais interrogé.

Sans Frontière : En quoi consiste pour vous les violations des droits de l'homme ?

Alfonso Perez Esquivel : Quand nous parlons des droits de l'homme, nous ne parlons pas seulement des situations extrêmes comme le sont les disparitions, les tortures, la répression. Quand nous parlons de droit de l'homme, nous parlons des causes qui engendrent des situations d'injustice, c'est à dire tous les procédés de violence. Pour moi, il y a violation des droits de l'homme, quand nos enfants meurent de faim, quand nos paysans n'ont pas de terre, quand les Indiens sont expulsés de leur terre, quand nos ouvriers n'ont pas un salaire décent, quand les familles ne peuvent plus éduquer leurs enfants. Nous avons le devoir de nous engager pour la dignité de notre peuple si cela est un délit, bénis soit le délit. Nous sommes accusés d'être des communistes, des subversifs, parce que nous travaillons pour les pauvres, que nous exigeons le respect de la dignité de la personne humaine, alors que nous sommes des chrétiens qui vivons l'Evangile à côté de nos frères. Le pouvoir essaie de justifier la répression. Il est vrai qu'en Argentine, il y a eu la guérilla, mais tout le peuple n'y a pas participé. Pourtant cela a servi d'alibi à réprimer tous les secteurs : secteur culturel, secteurs sociaux, religieux, intellectuels, ouvriers, syndicalistes, paysans.

Sans Frontière : Dans l'histoire récente de l'Argentine, il y a eu plusieurs insurrections violentes. Cette violence, spontanée ou organisée a-t-elle des objectifs communs avec ceux pour lesquels vous luttez ?

A.P. E : Pour nous, mobilisations et grèves sont des réponses non violentes, et lorsque nous parlons de non-violence, nous ne disons pas « passivité ». Ce terme-là, ne rentre pas dans notre vocabulaire. La non-vio-

lence est une méthode de lutte pour la dignité à l'être humain. Au Brésil, des camarades préfèrent l'appeler fermeté permanente : c'est-à-dire, donner une réponse, qui tout en respectant l'être permet de transformer radicalement les structures de la justice.

SF : Que pensez-vous de l'appui qu'a apporté Monseigneur Romero à l'insurrection du peuple ?

APE : Monseigneur Romero était fondamentalement un non-violent. Mais, il expliquait, que le peuple à bout de désespoir et sans aucune autre alternative a le droit de s'emparer de n'importe quel moyen pour se battre, y compris les pierres y compris la violence. Mais là, nous sommes dans les situations les plus critiques.

Je pense qu'il faut voir les choses sous un autre angle. Qu'ont fait les églises, les syndicats, les organisations et partis politiques, pour éviter ce genre de situation ? Qu'ont-ils fait ?... Et de quelle violence parlons-nous ? Moi je parle de la violence inouïe que subissent les peuples soumis à des dictatures.

Qu'ont fait les peuples libres pour que cesse cette violence-là et pour que nos peuples accèdent également à la liberté ?

SF : Notre journal est destiné aux travailleurs immigrés. Connaissez-vous leur réalité en France ?

APE : Je sais que les droits des travailleurs arabes et noirs sont violés en France. Je pense que les pays industrialisés qui accueillent beaucoup d'immigrés et de réfugiés devraient leur donner la place qui leur revient en tant qu'être humain. Soumettre et marginaliser les gens, c'est aussi une violation des droits de l'homme. Il y a un abus dans la manière dont nous utilisons les mots démocratie, justice. Ils ne sont pas dispensés de la même manière pour tous.

SF : Comment voyez-vous les pays de l'est ?

APE : En URSS, les droits de l'homme sont violés. J'ai posé plusieurs fois, entre autre publiquement, le problème d'Anatole Charansky, interné dans un camp depuis six ans parce qu'il est juif. C'est pourquoi j'ai proposé Lech walesa comme candidat pour le prix Nobel de la Paix, car il existe un parallèle entre la lutte syndicale des ouvriers polonais et celle des ouvriers en Amérique Latine.

Aussi bien à l'est qu'à l'ouest, on viole la dignité de l'être humain.

SF : Quels sont les rapports qui existent entre les pays industrialisés, notamment la France, et les pays du Tiers-Monde, tels que l'Argentine ?

APE : S'il y a effectivement des actions positives du gouvernement et surtout du peuple français, il y a d'autres actes qui posent réellement problème, non seulement en France, mais dans de nombreux pays industrialisés : les ventes d'armes.

Nos gouvernements investissent des milliers de dollars dans l'achat d'armes aux pays industrialisés alors que nos peuples meurent de faim, que nos paysans n'ont pas de graine, pas de terre, que les ouvriers n'ont pas de logement décent.

L'argument des pays développés est que s'ils ne vendent pas d'armes, ils risquent le chômage l'insécurité. On ne peut justifier cette injustice qui fait que les pays industrialisés « gagnent » leur sécurité économique sur le dos de la pauvreté des pays pauvres.

SF : Et l'avenir en Argentine ?

APE : Le chômage est une constante dans la politique économique de l'Argentine. Les usines ferment. Les producteurs ruraux, moyens ou petits, ont beaucoup de difficultés. Il y a un processus inflationniste très élevé. Il y a le problème de la santé. Puis, il y a les gens qui croupissent en prison sans aucune raison, sans être jugés, il y a les nombreux disparus. Il y a aussi le problème du manque de liberté syndicale, politique. Tout cela crée un ensemble de situations très graves.

SF : Le Prix Nobel vous procure-t-il une certaine sécurité en Argentine ?

APE : Je ne peux dire ni oui, ni non. Je ne sais ce qui peut arriver. Je n'ai pas plus de garanties de sécurité que le peuple argentin n'en a.

SF : L'arrivée de Reagan au pouvoir vous rend-elle soucieux ?

APE : Oui, sur de nombreux points. Notamment ceux qui ont trait aux ventes d'armes et à la politique des droits de l'homme.

Cela touche évidemment le peuple d'Amérique Latine, mais aussi beaucoup d'autres peuples dans le monde. Les USA veulent récupérer une place privilégiée sur la scène internationale, à n'importe quel prix.

Mais nous, nous savons le prix que les peuples vont devoir payer !

SF : Si un peuple risque de payer, n'est-ce pas le Salvador ?

APE : C'est possible. Les USA apportent un soutien matériel, économique, intellectuel à la junte salvadorienne. Le danger que court l'Amérique Centrale,

c'est une sorte de « vietnamisation ». Les troupes du Honduras et du Guatemala sont prêtes à intervenir, et ce, avec l'approbation des USA. C'est une menace sérieuse pour la sécurité de la région et pour le reste de l'Amérique Latine.

SF : Khomeini en Iran, Lech Walesa en Pologne, les évêques en Amérique Latine, on assiste çà et là à une irruption des religieux dans la politique. Comment interprétez-vous cela ?

APE : En Amérique Latine, l'église a assumé très tôt un rôle très important face aux régimes autoritaires et totalitaires.

Elle s'est engagée dans une voie pauvre, prophétique et qui prône une évangélisation libératrice. C'est un mouvement très profond dans lequel les chrétiens se sont vraiment engagés. C'est aussi tenter d'inventer une société nouvelle, car nous disons, que ni le capitalisme, ni le communisme ne peuvent donner une réponse aux besoins des peuples. Le matérialisme et le collectivisme sont deux idéologies trop matérialistes. Or, l'homme est aussi un être spirituel et social.

Trouver une nouvelle « humanité », serait aussi récupérer ces valeurs spirituelles ; sans cela, il n'y a pas de libération authentique. Pour moi, ce qui est porteur d'espoir, plus que les grandes déclarations, c'est le témoignage de ce que nous vivons.

SF : Et l'avenir de l'Argentine ?

APE : En Argentine, nous essayons d'organiser les secteurs syndicaux, politiques, culturels. Mais il faut voir le problème argentin dans un contexte latino-américain et international. La dictature n'a pas été implantée comme ça ; si on regarde vers le Salvador... Pourquoi les USA y interviennent-ils ?

Nous sommes dans la lutte de l'éléphant contre la fourmi... Mais nous savons qu'il y a plus de fourmis que d'éléphants... Alors l'important c'est que toutes les fourmis commencent à se rassembler.

Propos recueillis par Miguel Benasayag, Edith et K.B.

(1) La rencontre de Medellin (Colombie) avait pour thème « Les stratégies d'une libération non violente en Amérique Latine » AP Esquivel est nommé coordinateur pour tout le continent à l'issue de cette rencontre.

M. BENASAYAG :

Ce qui est subversif...

Le hasard a voulu que *Sans Frontière* soit le lieu de rencontre entre deux Argentins : Esquivel, Prix Nobel de la Paix, qui a bien voulu répondre aux questions de *Sans Frontière* que Miguel Benasayag lui posait.

M. B. sauvé des geoles de Videla, exilé à Paris, collabore depuis quelques temps à *Sans Frontière*.

SF : Miguel Benasayag, cela fait deux ans que tu as été libéré. Ta libération a été l'objet d'un marchandage, comment cela s'est-il passé ?

MB : Il y avait une grande mobilisation pour le boycott de la Coupe du Monde en Argentine. La France qui est un des principaux fournisseurs d'armes de l'Argentine se trouvait dans une position très peu confortable. Giscard pour apaiser les esprits, a demandé la libération des deux bonnes soeurs françaises qui avaient disparu en Argentine. Mais voilà, les deux soeurs étaient mortes depuis au moins un an sous la torture. Vidella, qui ne pouvait satisfaire à la demande de Giscard, trouva alors un subterfuge. Dans ses prisons, se trouvaient quatre personnes d'origine française, dont moi, et c'est comme ça et c'est dans ces conditions que nous fumes libérés et expulsés sur le champ à destination de Paris.

SF : Tu as passé quatre ans dans les geoles de Vidella. Appartenais-tu à un mouvement armé, et dans quelles conditions as-tu été arrêté ?

MB : J'appartenais au ERP (Armée révolutionnaire du Peuple). L'ERP est une organisation politico-militaire de gauche, issue historiquement d'une série d'insurrections dans les années 70. Il existait aussi différents mouvements armés parmi lesquels les « montoneros » (organisation armée de la gauche Perroniste). J'ai été arrêté à la suite d'une action de propagande armée. Après cette opération, un camarade s'est fait prendre et a parlé sous la torture, et a donné un certain nombre de caches. C'est comme cela que j'ai été fait prisonnier.

SF : En Amérique Latine, les dictatures militaires, essaient de justifier leur politique de terreur par le fait de la violence exercée par les groupes politico-militaires, comme celui auquel tu appartenais. Pourtant,

parallèlement, se développe un courant de luttes « non violentes », surtout au Brésil, avec l'église constataire, alors, qu'en est-il ?

MB : Le problème de la violence en Amérique Latine est une riposte du peuple, à la situation d'oppression dans laquelle il se trouve. Contrairement à l'Europe, la bourgeoisie en Amérique Latine, n'existe pas en tant que force politique autonome. La concentration des pouvoirs est entre les mains seules des militaires, qui sont issus de l'oligarchie et représentent les intérêts américains. Toute mobilisation populaire, commence par des moyens pacifiques, et devient violente quand elle est réprimée. En 1973 en Argentine, à la suite d'une poussée populaire, les militaires ont dû céder à l'organisation d'élections presque libres. Une fois le gouvernement « démocratique » mis en place, il y a eu un coup d'état qui s'est accompagné d'un massacre. En face de cette réalité, il existe deux courants de pensée : le premier est qu'il faut continuer « la mobilisation permanente », malgré tout et contre tout, et ce, jusqu'à la victoire finale, mais il considère que s'armer est un piège. L'autre courant considère qu'à la violence réactionnaire, il faut opposer la violence organisée du peuple. Dans le premier courant, on trouve des personnes comme Monseigneur Romero, assassiné au Salvador, Salvador Allende, assassiné au Chili, les évêques du Brésil, et Perez Esquivel, lui aussi emprisonné au Brésil, ainsi que ses camarades disparus dernièrement au Brésil. Dans le deuxième courant, on trouve des gens comme Che Gevarra, et le prêtre Camillo Torres, parmi tant d'autres.

SF : Partisan de la lutte armée, ou bien partisan de la lutte non-violente, la répression des militaires qui s'abat est la même

tortures, disparitions et exécutions sommaires, alors, comment vois-tu l'avenir ?

MB : Les arrestations et les disparitions récentes de camarades nous montrent qu'indépendamment de la tactique de lutte adoptée, Perez Esquivel en est un exemple, ce qui est subversif, c'est la lutte pour la justice sociale et la dignité de l'Homme. Armée ou non, la lutte continue.

Propos recueillis par Farid Aichoune

GLA : les premières arrestations

Le Groupe anti-terroriste, mis en place par le gouvernement français à Pointe-à-Pitre depuis plusieurs mois, a annoncé avoir procédé aux arrestations et inculpations de deux Guadeloupéens pour leur appartenance au **Groupe de Libération Armée de la Guadeloupe**. Selon la préfecture et le parquet général, ces deux arrestations seraient le début d'un total démantèlement du groupe qui depuis plus d'un an a revendiqué une vingtaine d'attentats en Guadeloupe. La dernière manifestation du GLA a été une tentative d'enlèvement le 27 février d'un journaliste de FR 3 Guadeloupe. C'est à la suite de cet échec que M. Mado et Reinette ont été repérés et arrêtés, le samedi 7 mars. Après 48 heures d'interrogatoire, ils auraient reconnu leur appartenance au GLA (??).

Ces arrestations viennent à point nommé. A quelques semaines de élections présidentielles, le pouvoir giscardien, par crainte du ridicule et pour faire une démonstration de force, tenait à faire un coup d'éclat. En témoignent aussi les événements de Fort-de-France du vendredi 6 mars où les gardes-mobiles français ont utilisé gaz lacrimogènes et matraques pour disperser une trentaine de grévistes inoffensifs. Si bien qu'on peut

légitimement s'interroger sur la véracité des « aveux » des arrêtés d'autant plus que la découverte opportune de complots bidons est une spécialité française dans ses colonies antillaises (affaires de l'OJAM en 63, du GONG en 68, du MOGUYDE en 74...). Au cas où ils se révèlent vraiment que les arrêtés sont des membres du GLA, des conséquences politiques peuvent en découler. Entre autre, l'*Union Populaire de Libération de la Guadeloupe* (nationalistes, indépendantistes) qui avait déclaré que le GLA n'était qu'une officine de la DST (services spéciaux français) aura du mal à trouver une explication d'autant plus que l'un des inculpés, M. Mado, est un membre du SGEF qui est une organisation d'enseignants proche de l'UPLG.

Opération publicitaire ou véritable démantèlement du GLA, en tout état de cause, les arrestations du 7 mars vont relancer le débat des anticolonialistes antillais sur l'**UTILISATION DE LA** l'utilisation de la violence, car même sans GLA, le problème colonial restera entier aux Antilles dites françaises, aucun coup d'état n'y changera rien.

Neg MAWON

Une nouvelle décennie

URSS : Brejnev réélu, ou la cosaque et éternelle ascension d'un jeune loup de la Taïga, qui à plus de 70 ans, connaît une seconde jeunesse. Politburo : on prend les mêmes que l'an passé et on les remet. C'est la nouvelle vague soviétique : moyenne d'âge : 70 ans. La vodka conserve. En France, l'actuel président, pour les besoins des présidentielles proches, se présentera en sa qualité première de citoyen... candidat !!! Et on se moque du citoyen Mobutu. Sinon en Espagne, la corrida des Cortes poursuit son épique cirque sous les « ollé » et « caramba » d'une foule en mal de paëlla...

Quand on pense aux flots d'informations et d'analyses sociologico-politico-noix de coco, sur la fascinante Afrique, tendant à en faire un continent où pendant très longtemps, au moins, les règles de la démocratie étaient on ne peut plus déréglées, on ne peut qu'être étonné des leçons de démocratie déréglée que donne cette exubérante et sensuelle « vierge » d'Afrique, aux lascives convulsions, à la dame Europe si mure, dont l'hellène raison n'est plus à (é)prouver. D'aucuns constataient, non sans certaines critiques acerbes, le monolithisme politique africain qui

s'exprimait de deux manières : l'institutionnalisation du poste de président à vie, et le monopartisme étatique. D'autres raillaient les élections « exotiques » - n'est-ce pas - où le sempiternel candidat unique était invariablement élu à 99 % des voix d'une population à 70 % analphabète. Riez, riez, Loths de Sodome et Ghomorre ! Que fit donc la paternelle Europe à l'égard de son enfant de tutelle l'Afrique - qui, paraît-il la copie si mal : he ben, elle se mit aussi à plagier sa tutelle, mais bien sûr, en « plus mieux ». Passons sur les chefs d'Etat morts au pouvoir ; paix à leurs cendres. Première claque : à 70 et quelques années, Senghor laisse le pouvoir, abandonnant ainsi ce que certains appelaient cyniquement le domicile conjugal de chefs d'Etats Africains.

Même pas sur référendum ; « vox populi » constitutionnelle, comme le fit De Gaulle par un début d'été 68 bien chaud. Pendant ce temps, au Kremlin, on invente le politburo à vie. Le monopartisme en Afrique ? La Haute-Volta et le Sénégal déraillent et instaurent le multipartisme. Alors que partout en Occident, on ne parle que de bipolarisation de la vie politique. On ne parle que d'é-

lections à organiser en Afrique : Tchad, République Centre-Africaine, Namibie... Fin 80, en Ouganda, les élections provoquaient le retour au pouvoir d'un vieux de la vieille, le brave Milton (cf : SF No 2 & 3) Qu'à cela ne tienne, Zorro arrivait à la Maison Blanche sans se presser. Et puis, les élections en Afrique sont toujours truquées : rappelez-vous en 74, le vote des départements et territoires d'Outre-Tombe.

De cet occident qui dispatche la démocratie si « libéralement », 3 points ressortent en ces années 80 : 1), le président de la nation la plus libre, la plus puissante du monde (...de l'Ouest) est un jeune premier acteur de série B, frise, de ses cheveux lisses et plaqués, les 70 ans. 2), l'exécutif du pays le plus marxiste-léniniste du monde libre (...de l'Est) est composé de jeunes scouts échappés des camps de pionniers de l'Ukraine, et frise, pareillement, les 70 ans de moyenne d'âge. 3), la première tentative de putsch militaire de l'année fut l'oeuvre d'officiers d'une junte latente, de l'une des plus vieilles monarchies d'Europe.

Moralité : y'en avait marre de voir l'Afrique donner des leçons de démocratie.

H.D.K.L.

MAROC :

Ben Saïd et ses compagnons : « Pourquoi nous rentrons »

Ce dimanche 8 mars, le vol Paris-Casablanca de 11h amenait 6 voyageurs pas ordinaires. Au milieu des travailleurs immigrés, des touristes, les six Marocains qui allaient prendre cet avion, étaient entourés de quelques dizaines d'amis, venus les saluer, au moment où ils allaient regagner leur pays, le Maroc, après des années d'exil ; ces six exilés sont Mohamed Ben Saïd, fondateur de

l'Armée de Libération Nationale et Rachid Skiredj, tous les deux en exil depuis dix huit ans ; Mefdal Larbi, Mesdad Mustapha, Mohamed El Merini et Mohamed Habib Talbi en France depuis bientôt huit ans. Ce retour relance les rumeurs persistantes de l'été dernier sur l'évolution de la situation au Maroc. Nous sommes allés de mander aux six ce qu'ils en pensent.

Sans Frontière : Pour quelles raisons avez-vous quitté le Maroc et pourquoi aujourd'hui le retour après tant d'années d'exil ?

— Si nous avons quitté le pays, c'est en raison de la répression qui sévissait à l'époque et qui n'avait pas épargné aucune force politique. Actuellement la situation est différente, le climat politique s'est amélioré, plusieurs prisonniers politiques ont été élargis et une amnistie générale des exilés a été décrétée.

C'est vrai qu'aucune loi d'amnistie générale n'a été promulguée, il n'y a eu en effet ni décret ni discours royal pour signifier cette amnistie, mais des assurances nous ont été données par des responsables officiels à plusieurs reprises. On nous a délivré les cartes nationales et les passeports sans aucune difficulté. Ces mêmes autorités compétentes nous ont informé qu'ils ont reçu des directives pour délivrer les papiers à tout citoyen marocain voulant retourner dans son pays. D'une manière implicite aussi, la conférence de presse du roi Hassan II est un indicateur supplémentaire. En réponse à des journalistes il a parlé de « pardon » et d'amnistie. La presse officielle marocaine en a parlé aussi et notamment dans un éditorial d'Al Maghrib (organe de RNI-NDRL).

SF : Comment analysez-vous les développements de la situation de ces dernières années alors ?

— La première remarque à faire, c'est que le mouvement national a toujours eu une existence légale au Maroc. Il a tiré sa légitimité et sa continuité de la lutte qu'il a menée contre le colonialisme.

Depuis 1963, et surtout après mars 73, le caractère principal de la politique gouvernementale était la répression et l'étouffement des libertés d'expression et d'organisation. L'UNFP et le PPS furent pratiquement interdits, l'UNEM fut dissoute et la presse porte-parole des forces démocratiques et progressistes, muselée.

En 1975, la question du Sahara et l'émergence d'une union de toutes les forces politiques autour de la nécessité de récupérer le Sahara a donné une base matérielle à ce qu'on appelle « l'ouverture ». Le climat politique depuis a changé : les formations politiques (USFP, PPS) et syndicales (UNEM) ont repris leur activité, et la liberté de presse dans une certaine mesure existe.

Ces acquis sont partiels mais importants dans la mesure où ils vont dans le sens d'une lutte démocratique globale sur le plan social, économique, et politique. On ne peut évidemment pas dire qu'il y a une démocratie au sens complet du terme mais qu'il y a des acquis démocratiques qu'il s'agit de renforcer et de développer.

Y a-t-il alors deux Marocs ? Evidemment non. Il y a un seul Maroc, un Maroc des forces politiques et un Maroc des masses populaires, mais si on enregistre qu'il y a une ouverture politique, il y a des divergences entre le mouvement national et le pouvoir concernant les limites de cette ouverture. Chacun des partisans a un point de vue sur la question. Le pouvoir veut que l'ouverture soit cantonnée dans certaines limites précises et sans répercussions ni sur les structures économiques et sociales, ni sur la politique actuelle, alors que les forces nationales estiment que l'ouverture doit être la plus large possible et en liaison avec des transformations économiques et sociales. Par conséquent « ouverture » ne veut pas dire paix sociale mais au contraire lutte concernant la nature et les limites de cette ouverture justement.

SF : Tout le monde s'accorde à dire que le coût de la guerre du Sahara est énorme. Qu'il y a une crise économique et sociale au Maroc. Une crise qui s'est traduite en particulier par l'aggravation du chômage et une baisse du pouvoir d'achat des masses populaires.

Est-ce que malgré cette crise sociale, le sentiment dont vous parlez à l'égard de la question du Sahara se maintient au même niveau que pendant la période de la marche verte ?

— Les difficultés économiques du pays ont des effets importants sur les sentiments des masses et c'est sûr que le peuple marocain aujourd'hui donne une importance prioritaire à ses problèmes économiques et sociaux. Cela ne veut pas dire du même coup qu'il est prêt à délaisser ou va délaisser sa question nationale. Les expériences des autres peuples dans ce domaine sont connues pour y revenir. Quand il y a une difficulté économique, atmosphère politique peu sereine, le sentiment national baisse, et s'affaiblit ; mais en cas d'incursion directe étrangère concernant ses problèmes nationaux le peuple de nouveau se mobilise et reprend avec la même ardeur la lutte nationale. Cela veut dire en somme que mal-

« L'ouverture doit être la plus large possible et en liaison avec des transformations économiques et sociales »

« Le climat politique a changé »

gré les difficultés économiques, le peuple marocain est toujours resté attaché à la question du Sahara.

Ce qu'il faut souligner ici, c'est que l'aggravation de la situation sociale et des pratiques non-

démocratiques à l'encontre des mouvements de masse donnent aux adversaires de fortes occasions pour dénigrer notre question nationale, cela leur permet aussi d'obtenir des acquis diplomatiques et même politiques sur

le plan international. Autrement dit, il est urgent de s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux du pays pour s'assurer des garanties complètes et réelles d'une résistance nationale et réaliser une victoire dans un laps de temps plus court qu'aujourd'hui.

SF : Il reste encore des prisonniers politiques au Maroc. Comment voyez-vous l'avenir en ce qui les concerne ?

— On peut dire que nous sommes optimistes dans ce domaine et que tous les prisonniers politiques seront libérés et en particulier après l'amnistie qui a été soulignée dans la presse officielle comme on l'a dit auparavant.

Mais dans tous les cas le fait qu'on retourne au Maroc ne constitue pas une contradiction et n'est pas contradictoire avec la lutte pour la libération de tous les prisonniers politiques marocains, au contraire, il donnera une autre possibilité supplémentaire pour renforcer cette lutte sur le territoire national.

Propos recueillis par SALAH ALKORTOBI et KAMAL BELARBI

Développement et Santé en Afrique :

Ils sont fous ces gallo-américains

Le journal « le Monde » du 3 Mars a fait une révélation de taille. Avec neuf mois de retard, ce journal a rendu publique une décision secrète des pays occidentaux en ce qui concerne « l'aide à l'Afrique ». Pour comprendre ce micmac, il faut retourner au début de l'année 77. A l'initiative de Giscard d'Estaing qui à cette époque aurait bien les hochets, est créé une « Association concertée pour le développement de l'Afrique ». Cette A.C.D.A. regroupe 6 pays : Belgique, R.F.A., Grande-Bretagne, France, anciennes métropoles auxquelles s'ajoutent le Canada et les USA. A noter que ce beau monde entend décider pour les peuples africains sans leur demander leur avis. Nous sommes loin de « L'Afrique des Africains ». Passons.

Cette association tient des réunions où sont remplis les pays, les régions à « aider » et les programmes économiques et sociaux à financer. Réunions secrètes regroupant les diplomates des 6 pays mais le secret a des limites. D'où la révélation du « Monde ». Révélation casée sur le texte d'un télégramme confidentiel envoyé par le quai d'Orsay à ses ambassadeurs, suite à une de ces réunions secrètes le télégramme daté du 25 05 70 annonce que dans le cadre de l'ACDA, les USA se voient confier deux programmes essentiels : développement rural et « amélioration de la Santé Publique ».

Comme on peut le noter, ces deux programmes sont immenses et intéressent l'avenir des pays africains à long terme. Par exemple, qui dit développement rural dit agro-

nomie et qui dit agronomie sait que les USA contrôlent toutes les multinationales agro-industrielles de la planète ou conçoit mal les USA dirigeant un programme de développement rural (ultrastructures, récoltes, cultures) en Afrique qui naît en contradiction avec les intérêts des multinationales américaines. Entre les intérêts des peuples du Tiers-Monde et du dollar, l'histoire nous a déjà montré ce que choisissaient les américains. Deuxième exemple qui a trait à la santé publique. La grande thèse de la quasi-totalité des économistes américains officiels est que si le tiers monde connaît le sous développement, ce n'est pas à cause de la surpopulation. On peut imaginer les implications de telles idées en matière de santé publique. D'ailleurs, il n'y a pas à aller imaginer : à Puerto-Rico, « territoire associé » aux USA, l'Oncle Sam confond planing familial et abattoir.

Il y a deux scandales dans cette affaire, le premier intéresse les français. Comment se fait-il que des décisions aussi impor-

tantes intéressant la politique de coopération peuvent-elles être prises sans délibération du Conseil des ministres, sans information et décision du parlement français ?

Aucune raison d'ordre stratégique-militaire ne peut être invoquée pour justifier la clause du secret qu'entretient le Quai d'Orsay et l'Élysée en cette matière, la France seule a ce type d'attitude. aux USA, c'est le congrès américain qui a débattu et décidé du montant financier (150 millions de francs) de l'« aide ». Mais l'essentiel est bien que 6 pays occidentaux décident pour des millions d'Africains et leurs gouvernements. A l'heure où Giscard parle du fameux dialogue Nord-sud, l'arlésienne de la diplomatie internationale, où l'Occident se flatte de vouloir réaliser un nouvel ordre économique international où est frappé de la différence entre les discours et la pratique des dirigeants européens et américains.

Neg Mawon

LES AFRICAINS SONT DE GRANDS ENFANTS ...

VIEUX CON !!!

POURSI!

Les femmes dans la lutte de libération nationale

C'est dans le cadre du centre de documentation de l'Université d'Oran et à l'initiative du « groupe d'étude et de recherche sur les femmes algériennes » que se sont tenues en mai 1980 les « journées de la femme algérienne ». Devant le succès de ce colloque, le groupe organisateur a décidé de poursuivre ses activités et de s'élargir à d'autres participations ; il s'est donné dans ce but diverses orientations de recherches pour l'année 1981, notamment l'étude du statut juridique des femmes, le travail féminin et l'« analyse du discours sur les femmes algériennes ». Pour une meilleure information sur le résultat de ses réflexions et de ses travaux, le G.E.R.F.A. a enfin l'intention d'organiser la diffusion la plus large possible de ses publications. De nombreux thèmes relatifs à la condition de la femme qui furent développés lors de ces journées, nous avons retenu l'étude de Djamilia Amrane sur le « rôle de la femme algérienne dans la guerre de libération nationale ».

Pour cette étude qu'elle qualifie elle-même d'« approche statistique », Djamilia Amrane s'est essentiellement appuyée sur les archives du ministère des Anciens Moudjahidines. Son travail est donc fondé sur des données précises, mais dont l'exhaustivité ne peut cependant être assurée en raison de l'impossibilité, vu l'état actuel des recherches, de restituer la réalité exacte et complète de la participation des femmes à la guerre de libération. Elle n'en reste pas moins hautement significative du degré d'engagement des Algériennes dans une guerre longue et meurtrière ; les quelques chiffres délivrés par le fichier du ministère des Anciens Moudjahidines en témoignent, et l'on ne peut regretter aujourd'hui que les acquis de leur lutte aux côtés des hommes aient été effacés dès les lendemains de l'Indépendance par le fait qu'on les a maintenues dans les rôles définies par la tradition.

LA PRESENCE DES FEMMES DANS LE FICHIERS DES ANCIENS MOUDJAHIDINES

Le fichier central du ministère des A.M. comporte des fiches d'attestation de militantisme pour l'ensemble de l'Algérie. Ce fichier ne regroupe bien entendu pas la totalité des militants. Quoiqu'il en soit, le pourcentage de femmes est de 3,65% par rapport au chiffre global des militants. Cet élément peut paraître négligeable. Mais si l'on sait quel était en 1954 la situation des femmes en Algérie, que la majorité d'entre elles vivaient cloîtrées ne sortant qu'occasionnellement, et le plus souvent voilées, on comprend l'importance de ce pourcentage.

LES FEMMES DANS LES ORGANISATIONS

Djamilia Amrane opère une distinction préalable entre, d'une part, les femmes qui appartenaient à l'O.C.F.L.N. (81%) et d'autre part, celles qui étaient intégrées à l'A.L.N. (19%).

Pour ces dernières, quel était leur rôle au maquis ? C'est en tous cas parmi elles que le nombre de morts est plus élevé : 17,5% parmi les militantes de l'A.L.N. contre 6,8% chez les militantes de l'O.C.F.L.N.

Nous avons également le pourcentage de 78% de militantes dans les milieux ruraux (sont comprises dans ce pourcentage celles qui étaient au maquis et celles qui servaient de support logistique aux maquisards). Le fort pourcentage de femmes dans les milieux ruraux n'est en fait que le reflet de la répartition de la population algérienne de l'époque et de son faible taux d'urbanisation.

L'ÂGE DES MILITANTES

Chez les « civiles », on constate une proportion élevée des moins de vingt ans : mais la majorité des militantes a, et cela doit être souligné, de vingt à cinquante ans. Il s'agit donc essentiellement de femmes adultes, mariées, et qui ont charge de famille. Par contre, chez les militantes de l'A.L.N., le pourcentage des moins de trente ans est plus élevé : 80%. Cela implique une transformation des rapports dans la famille traditionnelle et du statut des jeunes filles, dont les parents durent alors accepter l'indépendance.

LES FEMMES ET LA REPRESSION

La répression a durement touché les femmes. Bien qu'il soit impossible d'évaluer les violences subies lors des opérations de ratissage dans les campagnes et dans les villes, nombreuses sont les femmes qui ont

été abattues, violentées et torturées. Le nombre des détenues et des chahidates (martyres) est, sur 10 949 militantes recensées, de 1343 pour les emprisonnées, et de 949 pour les tuées. Soit une militante sur cinq ayant été détenue ou tuée lors de la guerre de libération. Le nombre des jeunes est plus élevé chez les chahidates. 54,5% d'entre elles ont moins de 20 ans. La détention quant à elle a touché toutes les tranches d'âge sans distinction. Aussi bien les moins de quinze ans que les plus de 60 ans.

FORMES D'ACTIVITE DES FEMMES DANS LES ORGANISATIONS

Les rôles confiés aux femmes tant dans les organisations civiles que militaires, sont caractéristiques de la perpétuation d'un certain traditionalisme dans les relations entre hommes et femmes. Quels étaient les rôles des militantes dans l'O.C.F.L.N. ? Elles étaient principalement responsables de refuges ou responsables sanitaires (64%). Or, seule la responsable civile a droit à l'attestation de militantisme, alors que celle-ci travaillait toujours avec un groupe de femmes de ses proches ou voisines. En fait, on peut dire qu'un nombre plus élevé de femmes se sont engagées dans cette activité précise qui consistait à assurer l'infrastructure nécessaire : hébergement des combattants recherchés par la police, nourriture, etc. La deuxième fonction dominante après celle-ci est la fonction de liaison ou de guide. On comprend par là les liaisons effectuées dans le maquis par des femmes qui faisaient parfois vingt à trente kilomètres pour porter des messages ou faire des courses au bourg le plus proche. En ville, cette fonction est assurée par de jeunes Algériennes qui ont un « type européen » et qui, grâce à cela, ou plutôt grâce au racisme des Français, persuadés de pouvoir reconnaître les « arabes » d'en-

tre les autres, ont été des agents de liaison précieux. Parmi les autres rôles confiés aux femmes : collecte des médicaments, de fonds, et de munitions. Quant aux terroristes, Djamilia Amrane en dit qu'elles sont plus un mythe qu'une réalité : elles ne forment en effet que 2% de la militance féminine, mais ce sont elles qui firent le plus de bruit notamment à l'occasion du procès spectaculaires. C'est également parmi elles qu'il y eut proportionnellement le plus de victimes. Sur les 65 militantes recensées, 33 ont été arrêtées et détenues, 40 ont été tuées.

LES MILITANTES INTEGREES A L'ARMEE

Celles-ci ne forment que 19% seulement des militantes. Il s'agit de femmes ayant quitté (par la force des choses) le foyer familial pour rejoindre le maquis. Une chose les caractérise : leur jeune âge (51% d'entre elles ont moins de 20 ans, et 85% moins de 30 ans). Quant aux tâches qui leur étaient dévolues, elles les maintiennent encore et toujours dans les limites des structures traditionnelles de la société algérienne : les soins et la cuisine. Les infirmières, malgré leur petit nombre sont celles qui marquèrent le plus les consciences, lorsqu'elles élargirent leur champ d'action à toute la population civile.

Il reste à dire que les femmes combattantes comme les femmes responsables politique restent l'exception, ce qui explique peut-être qu'au lendemain de l'Indépendance, les choses aient été maintenues telles qu'elles étaient avant, et que rien n'ait été en définitive retenu de l'expérience que vécurent ensemble hommes et femmes, luttant côte à côte pendant huit ans.

Si on peut admettre que le but principal d'une guerre de libération nationale n'est pas de révolutionner les rapports entre hommes et femmes, mais bien plutôt de libérer un territoire et un peuple d'une oppression étrangère, l'on ne peut que regretter que celles qui, parmi les femmes, firent l'expérimentation de relations nouvelles, à une période déterminée, n'aient pu conserver aucun acquis après que la lutte de libération ait abouti.

A *Sans Frontière*, nous aimerions recueillir les témoignages de ces jeunes combattantes ou militantes dont la présence en Algérie même est plus qu'effacée aujourd'hui, pour essayer de comprendre les mécanismes qui firent qu'à l'époque, on ait pu les persuader que leur mission était terminée et qu'il leur fallait réintégrer les rôles définis par la tradition et ce qu'on leur avait depuis toujours assigné comme domaine : la maison.

F.L

Excès de zèle... Mortel !

Dans un commissariat d'Abidjan la fastueuse, 46 bougres de mornicaux sont morts asphyxiés, dans une spacieuse cellule à la souple moquette alors que la ventilation des climatiseurs se faisait fraîche... Ce ton n'est certainement pas de rigueur en cette circonstance, mais voilà là un incident bien fâcheux pour l'image de marque du libéralisme démocratique ivoirien. Voilà là un bien sévère coup de semonce mortel porté à la cité des lumières du golf du Bénin. Mais que voulez-vous, toute médaille a un revers... bien sinistre. A suivre.

ATLANTA

Avant il y avait les otages yankees en Iran. Puis les présidentielles, sur fond de libération des otages où le vainqueur sera désigné. Après les présidentielles, il y a la détente. Que fit Zorro, en mal de western ? 100 000\$ à qui aiderait à retrouver le(s) coupables. Encore un nostalgique du farwest. Mais vrai de vrai, qu'attendre d'une justice qui condamne des gosses noirs (Soledad brothers) à une centaine d'années de taule, et qui estime la mort d'une vingtaine de gosses noirs et plus (car ce n'est pas fini) à 100 000 \$?... A suivre.

Ciné Tiers Monde à Paris un travail de titan !

Le Tiers-Monde, vous connaissez, pays de soleil, de plages et de palmiers pour certains, pays de pauvreté, de dictatures de prisonniers pour d'autres. Mais connaissons-nous vraiment ces pays du Tiers-Monde. Très peu...sauf lors d'un événement qui défrayera les chroniques de journaux écrits ou télévisés pendant un laps de temps et ensuite envoyés aux oubliettes jusqu'au prochain événement. Hormis cela, il existe peu d'informations sur les pays du Tiers-Monde ; alors qu'il s'y passe un maximum de choses dans tous les domaines : politique et culturelle. La presse française n'a consacré que des entrées (quelques lignes seulement) sur le festival du cinéma qui s'est déroulé à Ouagadougou. Pourquoi ? Demandez aux journalistes de la ciné-

re. Parmi les nombreux films de fiction, le jury a distingué un court métrage basque *Ignacio, Zundaltray*, d'Inati Nunez et *Gracias a la vida*, de la chilienne Vasquez. L'attention particulière qu'avait cette année, le festival portant aux films latino américains, s'est ainsi trouvée confirmée.

Un autre festival s'efforce de nous faire découvrir le cinéma du Tiers-Monde : le **Festival International du Cinéma du Tiers-Monde**. Cela fait deux ans que ce festival existe, plus de trois cents films ont été montrés au public français, dont un certain nombre jamais vu en France : en particulier une rétrospective du cinéma chinois d'avant la révolution culturelle, y compris leur premier dessin animé long métrage date de 1940.

Egalement pour la première fois en France, une rétrospective du cinéaste singhalais, James Lester Peries, ainsi que des films de Mongolie, de Sri Lanka et de Malaisie.

« pater Panchali » de Santyajit Ray (Inde) un des films du grand cinéma indien.

Cette vision historique du ciné-

re. Parmi les nombreux films de fiction, le jury a distingué un court métrage basque *Ignacio, Zundaltray*, d'Inati Nunez et *Gracias a la vida*, de la chilienne Vasquez. L'attention particulière qu'avait cette année, le festival portant aux films latino américains, s'est ainsi trouvée confirmée.

Egalement pour la première fois en France, une rétrospective du cinéaste singhalais, James Lester Peries, ainsi que des films de Mongolie, de Sri Lanka et de Malaisie.

re. Parmi les nombreux films de fiction, le jury a distingué un court métrage basque *Ignacio, Zundaltray*, d'Inati Nunez et *Gracias a la vida*, de la chilienne Vasquez. L'attention particulière qu'avait cette année, le festival portant aux films latino américains, s'est ainsi trouvée confirmée.

Un autre festival s'efforce de nous faire découvrir le cinéma du Tiers-Monde : le **Festival International du Cinéma du Tiers-Monde**. Cela fait deux ans que ce festival existe, plus de trois cents films ont été montrés au public français, dont un certain nombre jamais vu en France : en particulier une rétrospective du cinéma chinois d'avant la révolution culturelle, y compris leur premier dessin animé long métrage date de 1940.

Egalement pour la première fois en France, une rétrospective du cinéaste singhalais, James Lester Peries, ainsi que des films de Mongolie, de Sri Lanka et de Malaisie.

Cette vision historique du ciné-

Jo Maka n'est plus...

Le grand silence vient d'atteindre l'homme le plus silencieux de l'histoire du jazz : Jo Maka.

A la cathédrale Notre-Dame vendredi 13 mars, à 8H30, son corps par la foule, par la musique, par le silence sera porté de ce lieu où l'on oublie le chagrin, au Cimetière Montmartre à 9H30.

Car il a su faire des cadeaux d'arrangement pour tous avant d'aller dormir. Il n'a jamais eu le temps de travailler pour lui, ni même de se faire soigner. Après une grande opération, il continue de travailler gratuitement, pour Alan Silva, à l'Institut Culturel Perception, pour l'amour de la musique, avec juste des oboles qui n'ont jamais permis à un homme de vivre.

Au premier festival « Juin dans la rue » de musique noire, organisé par les maisons de la culture au Havre, toute la structure du festival et le choix des musiciens était l'œuvre de Jo

Maka. Et c'était la première fois dans l'histoire du jazz en France qu'il y avait un festival de musique noire, bien que les Africains l'aient organisé bien avant que les colons ne leur proposent à Lagos.

Pour la première fois en France, il existe un lieu où l'on écoute la musique de jazz, lieu ayant une salle de répétition, temps et heures choisies par le musicien, un accueil confortable pour assurer un travail tranquille, un salaire convenable : ce lieu de travail s'appelle Jazz unité. L'inauguration de ce lieu a été faite le lundi 2 mars 1981, par Jo Maka professeur international de la musique nationale africaine et le professeur Archie Shepp, professeur de la musique africaine à New-York.

Ayant eu le plaisir et la chance d'assister à un grand concert au festival du Havre, nous aimerions que le jour du grand silence nous retrouvions la magie que

cet homme a pu faire naître, qui consiste à rassembler des musi-

ciens différents disciples (jazz, variétés), et à faire un chef d'œuvre dont le thème commençait par un chant de contrebasse par Jack Gragg, accompagné par trois pianistes, trois batteurs, un groupe de rock noir américain, cinq percussionnistes brésiliens, deux percussionnistes jazz, trois saxophonistes, un tromboniste, et la Magie était d'accompagner le chant de cette contrebasse.

Seul le maître peut rassembler ses élèves.

Le malheur est donc qu'un seul musicien soit absent qu'il soit absent lors d'un cri, même dans le passé ou dans l'avenir.

Il faudra être présent au cri silencieux de Jo Maka à sa dernière heure.

Que cette information vous arrive vite.

Michel ALIMECK

L'Orient, la femme et le sociologue

Sans Frontière publie ici une lettre de Mme Juliette Minces, en réponse à un article de Nadia Abdelrezak parue dans le numéro 2 de Sans Frontière, « L'Orient, la femme et le sociologue ». Nous avons communiqué cette lettre à Nadia, qui nous a fait la réponse que nous publions en même temps.

D'autre part, nous tenons à souligner que *Sans Frontière* étant un journal ouvert et de débat, nous attachons la plus grande importance, même s'il y a polémique à ce que toutes les idées puissent être émises, et nous ne pouvons donc nous situer sur le terrain de la censure, fusse-t-elle pour sauvegarder les bonnes manières.

Juliette Mince invoque le droit de réponse, nous ne passons pas cette lettre seulement en vertu de ce droit, mais tout simplement comme toutes les lettres de nos lecteurs et amis, parce qu'il est de règle à *Sans Frontière* de favoriser la prise de parole et de libérer l'écriture.

Réponse de Juliette Minces

Chers camarades,
Je suis surprise de lire dans le numéro de *Sans Frontière* daté du 13 décembre 1980, sous la signature courageusement anonyme de Nadia, un compte-rendu (ou ce qui est censé en être un, dans la mesure où il n'est rien dit du contenu véritable du livre) particulièrement agressif concernant mon livre *La femme dans le Monde arabe*.

Que votre rédactrice n'ait pas aimé ce livre, c'est son droit le plus strict. Mais sur quelles bases et de quel droit se permet-elle de porter des jugements sur ma personne et se permet-elle d'affirmer que je n'aurais pas mené dans mon propre pays « une lutte osieuse pour le changement de mentalité ? D'autre part, si elle avait pris la peine de lire un peu plus attentivement mon livre, il lui aurait été difficile d'écrire que je tends à « faire du modèle occidental le seul monde viable pour une femme ». Apparemment, elle n'a trouvé dans

cet essai que ce qu'elle-même y aurait mis si elle en avait été l'auteur, et non ce que j'y ai écrit. C'est malheureusement trop fréquent. De la même façon qu'il est trop fréquent de nier à tout auteur étranger à une société le droit de l'étudier, à moins que ce soit pour la louer sans nuance.

Mais ce qui est le plus choquant dans ce texte, c'est le racisme qui y transpire. Ma surprise vient moins de cette réaction individuelle et passionnelle que de voir votre équipe accepter de publier un texte d'humeur aussi outrancier. Si vous attaquez aussi basement vos amis, que ferez-vous avec vos adversaires ?

Je vous demande conformément au droit de réponse de publier ma lettre in extenso.

Cordialement.

Juliette MINCES

J'ai choisi de répondre à la cure de vérité première que vous nous infligez par la polémique. Je l'assume entièrement.

Je pense qu'il n'y a pas de débat possible sur votre essai.

Pour qu'un débat puisse avoir lieu, il faut qu'il y ait non seulement matière, mais méthode de discussion. Com-

ment voulez-vous que j'écrive sur votre livre qui est un survol hâtif, rempli de généralités et de lieux communs ?

A quelle psychologie vous référez vous quand vous écrivez page 60 : « cette société a produit une mentalité particulière chez les femmes, celle que l'on rencontre chez tous les êtres assujettis. Hypocrisie, le mensonge, la duplicité, sont les seules armes dont en fin de compte, elle dispose... Chez les riches qui ne travaillent pas il faut ajouter l'arrogance, la paresse et la vanité ». Ou bien page 48 : en parlant des hommes : « les relations avec les femmes sont uniquement maternelles ou sexuelles ». Ou encore plus loin : « l'obsession sexuelle de l'homme se manifeste encore plus ouvertement face à une occidentale... le sentiment de possession font fait l'objet le plus souvent preuve son amour, le son jaloux dont il l'entoure, fait penser à la femme occidentale, que pour lui, elle est unique.

Elle s'imagine que cet intérêt, même excessif s'adresse à sa personne, alors qu'il s'adresse à son sexe ».

Nous quittons donc l'essai pour tomber dans le « roman photo impressionniste ». Vous faites, p. 31 du modèle occidental, le seul monde viable pour la femme. Vous écrivez : « En effet, n'est-il pas « occidento-centriste » de prendre pour seul modèle démocratique, juste ouvert au progrès celui des femmes occidentales ? Je ne le pense pas, car les revendications féministes des Occidentales me paraissent représenter l'avancée la plus grande dans la voie de l'émancipation de la femme en tant que personne ».

La négation de la négation étant l'affirmation il faut lire : « le seul modèle démocratique juste ouvert à propos est celui de la femme occidentale. »

D'ailleurs vous ajoutez plus loin « que les femmes arabes ne sont pas encore prêtes à assumer une émancipation qui est de remettre en cause un équilibre séculaire fondé de surcroît sur une religion ».

J'ai lu attentivement votre essai et j'y ai trouvé surtout une sorte de règlement de compte avec la société arabe.

En tant que femme arabe, je demande pas de louange comme vous l'écrivez. Simplement du respect. Vous opérez à coup de bistouri dans une réalité complexe et vous voulez que ceux qui la vivent s'expliquent tranquillement comme dans un dîner en ville.

Ce qui provoque le scandale, en fait, comme l'écrit Tzvetan Todorov que « les Orientaux n'acceptent plus l'image qui leur est proposée d'eux même ni de jouer loyalement un jeu dans lequel ils ne sont ni partenaires ni acteurs des règles ».

Si vous appelez cela racisme alors je suis raciste. Notre droit légitime en tant qu'observée est d'exiger de l'autre mue en observateur(trice) un minimum d'empathie. Votre accusation de racisme me paraît à moi cocasse. Elle a néanmoins terrorisé certains « amis » qui ont peur que soient remis en question les écrits d'une collaboratrice des *Temps Modernes* et du *Monde Diplomatique*. Notre culpabilisation est telle par rapport à ceux qui se prétendent nos amis qu'il faut disaient-ils mettre les formes. Je ne me sens pas concerné par cette « diplomatie ».

Ce livre, comme mon premier texte, est le produit d'une déception, celle d'avoir vu que l'auteur de « Je hais cette France-là » pouvait échapper aux poncifs de l'époque et ne pas mêler sa voix aux concerts anti-arabe du moment, même sous une forme déguisée.

Nadia ABDELREZAK

*Dans la préface de *L'orientalisme* de Edward Saïd.

Cinéma 1981 ... Berlin ...

Cinéma ... Crise ... Berlin 1981

On a beaucoup crié à la crise à propos du trente-et-unième Festival International de Cinéma à Berlin, qui avait lieu du 13 au 24 février. Ceci ressemble beaucoup à un cri à la mode, et ce n'est certainement pas la façon appropriée de critiquer ce Festival. Pour ce qui est de la compétition, elle ne battait certainement pas de records cette année. Mais le Festival de Berlin se distingue justement des autres manifestations de ce genre par l'existence du Forum du Jeune Cinéma International, qui, en fait, depuis deux années, partie intégrante. L'organisateur du Forum, Ulrich Gregor, est à la tête de l'organisation des Amis de la Cinéma allemande, dont l'objectif est de promouvoir et d'appuyer le jeune cinéma international d'avant-garde, progressiste et expérimental. Le Forum représente l'occasion annuelle d'informer un public intéressé à une grande échelle sur cette création cinématographique progressiste, d'avant-garde et expérimentale du

monde entier. Dans ce but, on y trouvait programmé cette fois-ci, comme tous les ans, une cinquantaine de films, dont je me bornerai à mentionner les ensembles les plus importants. Il y avait une série de films de jeunes (et moins jeunes) cinéastes connus : « *Sauve qui peut (la vie)* » de J.L. Godard, « *Stalker* » de A. Tarkowskij, « *Voyage en blanc* » de W. Schröter, et « *Extérieur Nuit* » de J. Bral. Continuant une tradition de l'année dernière, à une rétrospective des films du remarquable Manoel de Oliveira, s'ajoutèrent les projections des redécouvertes de films importants dans l'histoire du cinéma : les premiers films de Joris Ivens et « *Limite* » (1930) du Brésilien Mario Peixoto. Une autre tradition du Forum est la représentation d'un grand nombre de productions indépendantes des Etats-Unis. Cette année, on y trouvait une série de films des réalisateurs noirs-américains, et le résultat

de huit ans de travail de Léo Hurwitz : « *Dialogue avec une femme défunte* », qui rend hommage à sa femme Peggy Lawson.

L'ensemble des films ethnologiques, le plus souvent dépassant les limites du documentaire, constituait un axe important, avec des contributions remarquables sur les Schamanes du Népal, une île de Grèce, une tribu d'Angola, les Indiens brésiliens d'Amazonie. Dans un sens large il faut y intégrer aussi le film : « *West Indies — les nègres marrons de la liberté* » de Med Hondo.

A la variété déjà assez impressionnante s'ajoutent encore quelques films de femmes, une série du nouveau cinéma allemand avec plusieurs contributions au sujet de la nouvelle vague de squatters en Allemagne, et pour finir l'énumération sans prétendre à l'exhaustivité, je note les quatre films arabes présentés au Forum, sur lesquels porteront les propos qui

« *Rakem 49* » de Mohamed Rachid Benhadj

Rude Boy Clash au cinéma

Ne pas croire qu'il s'agit d'un film musical : « *Rude Boy* » n'est pas « *Woodstock* », « *Rockers* » à la rigueur, mais loin du soleil de la Jamaïque. Si ce film s'articule autour des concerts du groupe Clash, ce n'est que le prétexte à une peinture de l'Angleterre de la fin des « seventies ».

Cette Angleterre, on la visite avec Ray, un petit zonard de la banlieue londonienne, qui croit avoir « *choisi d'être chômeur* ». Il travaille plus ou moins, la nuit, dans un sex-shop déprimant. Le reste du temps, il se traîne de rue en rue, de bière en disque du Clash... Sa rencontre avec le chanteur du groupe va lui permettre de devenir un de leurs « roadies », mais il ne travaillera pas longtemps pour eux : il s'intéresse plus aux nanas et à la bière qu'aux batteries qu'il est chargé d'installer et de démonter. Et Clash, qui connaît le succès, finira par le laisser tomber : le groupe devient « pro » et ne peut plus se permettre de garder un copain paumé ; le professionnalisme a ses exigences ! Ray retournera peut-être à son

sex-shop, et sûrement à sa bière.

En toile de fond, l'Angleterre de 1977, en pleine crise économique et période de chômage. Et, comme toujours dans ces cas-là, les partisans de « l'ordre » et des « valeurs morales » clament leur peur : campagne électorale raciste et ordurière du « National Front » (parti fasciste anglais) et discours sur l'insécurité des honnêtes gens par Margaret Thatcher (Premier ministre de Grande-Bretagne). Le mythe du « flic anglais sympa » en prend aussi un bon coup dans les dents : à Londres, les flics sont comme partout ailleurs. On traque le jeune « pas clean » et le « Jamaïcains » avec toutes les ressources de la technologie moderne (merci, la vidéo !). Pour un peu, on leur offrirait un coup sur un plateau, s'ils ne se décidaient pas assez vite à plonger : il faut bien que tout ce matériel serve à quelque chose !

Oubliez donc les « *bobbies* » serviables de vos manuels d'anglais du secondaire. D'ailleurs, ces manuels ne vous seront d'aucune utilité pour comprendre les

paroles des chansons : le chanteur du Clash a perdu deux de ses dents de devant (dans un commissariat ?), et on ne comprend rien à ce qu'il raconte. Heureusement, il y a les sous-titres qui permettent de reconstituer le texte original, qui est plutôt sympathique : Clash est anti-fasciste, anti-raciste, antimilitariste, anti-flics, anti-vidéistes... Vous connaissez beaucoup de groupes qui peuvent en dire autant ? Aussi, je n'insisterai pas sur le fait que leur engagement politique manque un peu de profondeur (le chanteur mis à part, les autres ont l'air de s'en foutre), et repose sur des théories un peu bidons (vaut mieux être de gauche, parce que sinon, « *quand t'es dans ta super-villa, avec tout ton fric, y'a toujours un mec qui se pointe avec un flingue pour te faire sauter la tête* »). Mais ne faisons pas la fine bouche.

Et puis, il y a la musique ! D'ailleurs, on vous parlera bientôt de leur triple album « *Sandinista* ».

Jibé

Dans le prochain « *Sans Frontière* » compte rendu sur le film « *L'homme, la terre, la lutte* » et interview avec le réalisateur palestinien Michel Khalifi.

suivront : « *Aziza* » de Abdellatif Ben Ammar — Tunisie/Algérie, 1980 (*), « *N°49* » de Mohamed Rachid Benhadj — Algérie 1980 (**), « *La Charette* » de Moussa Haddad — Algérie, 1980 (**), « *La Mémoire Fertile* » de Michel Khleifi — Belgique/Hollande (***)

Pour ce qui est du Forum, le mot crise n'est certainement pas le bon. Quelques prétendus

hasards dans la programmation, peut-être (comme la projection tardive et aux heures peu fréquentées du film « *La mémoire fertile* ».

« *La Charette* » de Moussa Haddad, d'après une pièce de théâtre de Benaisa Slimane.

Une parabole sur la société algérienne d'aujourd'hui : un jeune homme et un vieux traversent le désert avec une charrette, en route vers une ville imaginaire. Le symbolisme s'impose un peu trop lourdement, à savoir que la charrette représente le navire de l'Etat, qu'elle est chargée de livres religieux du vieux, et que le jeune la tire, en vertu d'une vieille tradition dont même la jeunesse progressiste ne peut pas se défaire, et que la ville dont rêve le jeune symbolise l'avenir socialiste de l'Algérie. Le vieux n'arrête pas de demander à son ami de retourner sur ses pas, mais celui-ci poursuit avec acharnement son chemin (en avant, vers le socialisme). Le vieux finira par mourir sur la route, et le jeune par abandonner la charrette. Ainsi, il aboutira complètement épuisé sur une route, où un camion des temps modernes le ramène — on peut le soupçonner — à son point de départ (mais peut-être

suis-je trop pessimiste). C'est certainement une vision un peu naïve de la problématique d'une société, mais c'est probablement aussi cette simplicité qui séduit le spectateur. La lourde symbolique convient au théâtre épique, que Moussa H. a adapté pour son film sans y toucher, ce qui donne le résultat d'une théâtralité mal intégrée dans un espace cinématographique.

La seule novation de la régie de Moussa est la transposition de l'action dans le désert. Ceci est en fin de compte un coup de cinéma génial. Le désert introduit de nouvelles dimensions d'espace et d'idéologie : le désert, terrain labyrinthique par excellence, rend dérisoire la confiance inébranlable du jeune homme dans une ville qu'il suppose devant lui. Camion de retour et désert mettent ainsi en question la valeur d'un progrès socialiste, qui semblait pourtant l'idéal suprême du texte d'origine.

« *Rakem 49* » de Mohamed Rachid Benhadj.

Rachid travaille pour la télévision algérienne, ce qui lui fournit, à ses yeux, une certaine facilité et une continuité de création, sans trop de contraintes. Ce film d'une heure fait partie d'une série sur les problèmes de logement.

La souveraineté sur l'image permet à Rachid de renoncer à une sorte de cinéma misérabiliste. Malgré le réalisme distant qu'adopte la caméra, il y a de la compassion dans le regard, qui donne de la chaleur aux images : de façon percutante, il exprime d'abord la misère matérielle dans les bidonvilles d'Alger, puis la misère de l'âme dans les immenses immeubles d'H.L.M., dont les appartements représentent une fausse solution au problème de logement. Un appartement a été assigné à la famille du film, le N°49. Personne n'ouvre les portes, où ils sonnent pour se renseigner, ou bien on les leur referme immédiatement au nez. Ce sont des séquences d'un désespoir presque comique, celles où cette grande famille, dans les escaliers, trimballe une énorme armoire. Mais face à l'isolement des gens dans ces boîtes que sont leurs appartements, un malaise nous envahit. A mesure que la famille monte les étages, de plus en plus fatiguée et désillusionnée, l'angoisse du spectateur monte aussi. Le N°49 n'existerait-il

pas, à la fin ? Arrivés au haut de l'immeuble, l'épisode tourné à la vision ; ralenti du mouvement, déformation des contours et des visages, nous voyons le père de famille jeter, dans un accès de désespoir, de colère aveugle, l'armoire du haut de l'immeuble... L'épisode se révèle être un cauchemar, car au bruit de l'armoire qui s'écrase sur le sol, le dormeur se réveille. Il se réveille dans sa baraque de bidonville, le cercle est bouclé, cercle vicieux d'une mauvaise politique sociale.

Barbara Caspary

(*) A vrai dire, c'est un film tunisien, comme le réalisateur, mais coproduit par la télé algérienne.

(**) Productions de la télévision algérienne.

(***) Film tourné en Palestine, par une équipe palestinienne, mais financé par les pays indiqués.

RESULTAT

Lion - Fédéral (0-0). Racing - Aigle (3-2). Tonnerre - Dynamo (0-0). PWD - Unisport (1-1). Dragon DLA - Canon (1-1). Entente - Bamboutos (3-1). Union DLA - Léopard (2-0). Union AM - Dragon Ydé (0-1).

A Yaoundé, ce fut la journée des (0-0) et des « statu quo » : Lion (9ème) et Fédéral (10ème) n'ont pu se départager ce qui arrangerait plutôt Fédéral, qui semble vouloir se contenter d'une place finale au milieu du tableau, alors que les ambitions de Lion (2ème attaque) pour le titre sont plus marquées. Le

choc entre le tonnerre et Dynamo a plutôt laissé le public sur sa faim. L'Union de DLA vainqueur de la Lanterne Noire Léopard par 2-0, se place en orbite pour le titre. Le Canon aurait pu profiter du nul Tonnerre-Dynamo, mais Dragon DLA, pourtant en chute libre, lui impose le nul. Le Dragon de Yaoundé sort doucement de la zone de relégation, et en allant gagner à Abong-Mbang face à l'Union A.M. (avant dernier signe la seule victoire à l'extérieur de cette 17ème journée, ou seulement 16 buts ont été marqués.

Classement 17ème journée.

	Pts	J	G	N	P	M	E	D
1 Tonnerre Ydé	21	17	9	3	5	32	20	12
2 Union DLA	20	17	6	8	3	25	21	4
3 Dynamo DLA	19	17	6	7	4	17	19	-2
4 Canon ydé	18	17	4	10	3	17	13	4
5 P.W.D. Bmda	18	17	6	6	5	21	19	2
6 Unisport Bfg	18	17	5	8	4	23	21	2
7 Entente Ngderé	18	17	7	4	6	22	21	1
8 Aigle Dschang	19	17	4	9	4	19	17	2
9 Lion Ydé	16	16	5	6	5	25	21	4
10 Fédéral	16	16	4	8	4	7	8	-1
121 Bamboutos	15	17	4	7	6	19	22	-3
12. Dragon Ydé	15	16	6	5	5	15	17	-2
13. Racing BFssm	15	17	5	5	5	16	21	-5
14 Dragon DLA	14	17	32	5	7	11	20	-9
15. Union aM.	12	16	5	4	7	16	17	-1
16. Léopard DLA	12	17	3	6	8	12	20	-8

Coupe du Monde junior

L'Algérie n'ira pas au Caire

La Fédération algérienne de football vient d'annoncer le retrait définitif de l'équipe nationale « juniors » de la coupe du monde qui se jouera pas le prochain tour éliminatoire face à l'équipe égyptienne. L'Algérie qui avait demandé que ce match ait lieu en terrain neutre n'a pas obtenu satisfaction, l'Egypte et la Confédération Africaine du Football maintenant la formule « aller et retour ».

Dans une lettre qu'elle a publiée, la Fédération Algérienne de football explique les raisons de sa position :

« La sélection algérienne ne pouvait accepter d'aller jouer au Caire pour des raisons évidentes de sécurité - arguments qui avaient été évoqués par l'Egypte elle-même lors des Jeux Africains - la campagne de presse déclenchée par les médias égyptiens après ces Jeux contre l'Algérie ne pouvait donner une quelconque assurance. De plus et malgré le terrain neutre, la rencontre de hand-ball entre la DNCA et Zamalek disputée en Côte d'Ivoire a été émaillée de graves incidents. Il y a lieu également de signaler que pour des raisons de sécurité, l'Egypte avait demandé à la FIFA de jouer sur terrain neutre face à la Libye, pour le compte des éliminatoires de la coupe du monde seniors ».

L'équipe nationale algérienne, qui laissait entrevoir de grands espoirs, se voit ainsi écartée de la compétition, à la grande déception de ses sup-

porters. La CAF dont le siège est au Caire, qui a autorisé l'Egypte à jouer en terrain neutre quand celle-ci le demande, a de nouveau failli à son devoir.

Les autres prétendants au titre, le MPA Alger et l'USM El Harrach, eux non plus n'ont pas failli à leur tâche en obtenant les trois points précieux qui leur permettent de s'accrocher au peloton de tête. Si El Harrach s'est imposé logiquement devant Belcourt en inscrivant un but par mi-temps (Meddour et Baya), le Mouloudia d'Alger quant à lui a peiné pour s'imposer sur son terrain devant une équipe de Guelma qui n'a pas cru en ses chances. Il a fallu attendre la 89ème minute pour voir Raïssi le 12ème homme, inscrire son second but et soulager les supporters algérois. Dans le bas du tableau la situation demeure inchangée avec les défaits de Guelma, Batna, Collo et Belcourt devant les équipes du haut du classement. Les deux équipes Oranaises le MPO et l'ASCO n'ont pu se départager dans un match d'occasions ratées.

Signalons que le MAA Hussein Dey a tiré à blanc devant El Asnam et que le match Sétif-Mascara a été reporté.

L'EP Sétif, le leader, en repos forcé, la JE Tizi Ouzou et le RS Kouba, les deux poursuivants immédiats, n'ont pas raté l'occasion de prendre la tête du championnat en battant respectivement Collo et Batna. Les deux nouveaux leaders n'ont

pas fait de détails en s'imposant nettement ; en particulier la JET qui s'en est donné à cœur joie en infligeant un cinglant 9 à 0 à Collo qui n'a pourtant pas baissé les bras tout au long de la partie. Belhacen, Ab-

deslam (2 buts) Barris, Fergani (1 but) et Bahbouh (3 buts) QUI a fait étalage d'une grande classe jusqu'à sa sortie du terrain pour blessure, ont été les buteurs de la JET qui affronte cette semaine Ahly de Benghazi (Lybie) pour la coupe d'Afrique des clubs champions.

Pour Kouba les vendredis se suivent et se ressemblent grâce à deux buts de Meghichi et un troisième d'Assad, les camarades de Safsafi continuent leur petit bonhomme de chemin.

Le Maroc et l'Irak font match nul

Dimanche dernier a eu lieu à Fès devant 4100 spectateurs un match amical qui a opposé l'équipe nationale marocaine à son homologue irakienne. Au terme des 90mn de jeu, les deux équipes n'ont pu se départager et sont retournées aux vestiaires sur un score de un but partout. A la mi-temps l'équipe irakienne menait par un but à zéro (Hocine 32ème minute) et c'est seulement à 8mn de la fin que Boussati a égalisé pour le Maroc.

Tournée victorieuse de la Tunisie au Moyen Orient.

L'équipe nationale tunisienne vient d'effectuer une tournée victorieuse en Arabie Séoudite et au Bahrein. Dans son premier match qui l'a opposée à Ryad à l'équipe nationale de l'Arabie Séoudite, l'équipe tunisienne s'est imposée par un score de deux buts à un grâce à Tarek et à Tounsi. A Bahrein face à l'équipe des Emirats arabes unis les camarades de Tarek n'ont pas fait de détails en l'emportant trois buts à zéro. Temine par deux fois et Kaabi ont été les réalisateurs de ces buts.

SENEGAL

Coupe : 16ème de Finale, les résultats.
Dial-Diop-Mbao (1-0)
US- Gorée-Ndiambour (1-1).
Niayes-Esp Bionora (3-1)
Linguère-Seib (2-1)
Mériidiens-Thiaroye Gare (3-0)
Almamys-Otec (4-1)
Taïba-Damantany (2-0)
US Rail-Nioro (1-0)
Réveil-Dahra (6-2)

J-A Esp St Louis (3-0)
ASFA-Entente JA-Seic (3-0)
Casa-Sports Lat (2-2)
Niani-Mbacke (3-0)
Stade Mbour-Almadie (2-1)
Matches reportés : Diaraf-Kaffrine et Mbossé-Police.

coupe du monde

calendrier des matchs du 3ème tour

Calendrier des matchs du troisième tour. Aller (A). Retour (R).

A Conakry le 12 avril Guinée-Nigéria (A), le 25 avril à Lagos (R).

A Kinshasa Zaïre-Cameroun le 12 avril (A), le 26 avril à Douala (R).

A Alger, le 1er Mai Algérie-Niger (a) le 31 mai à Niamey (R).

A Mèknes le 16 avril Maroc-Egypte (A), le 8 mai au Caire (R).

L'Equipe des Aigles verts du Nigeria

Coupe d'Afrique des Nations rencontrera la Guinée pour le Mondial

AGENDA

PARIS

VENREDI 13 MARS

* La Turquie, pays où la mort, les assassinats, prisons... font partie du « jeu » politique, pays de dictature militaire ; l'union des Etudiants turcs en France organise un gala de solidarité contre la dictature militaire de Turquie à la Mutualité. Participeront à ce gala : Francesca Soleville, une femme généreuse et tendre, violente et superbe, Francesca est aussi explosive, convaincante, sa voix est une force et une beauté rare, émouvante et tonique : une voix de printemps qui chantera la Turquie, pays assombri par les bottes militaires. Il y aura aussi Rosalie Dubois, Catherine Ribeiro plus sont groupe Alpes, du côté truc : Mileke Devera, l'actrice du film Hazel. Le grand Mikis Théodorakis, prendra la parole... Ne ratez pas ce gala et de plus la participation est de 20F, ce qui n'est pas cher, cela vaut une place de ciné ou un menu dans un bistrot de gare...

* Toujours le même jour, à 20h, au centre culturel Yougoslave (rue Saint Martin), projection d'un film « le delta insolent » de Vesna Ljubic ; ce film raconte l'histoire des habitants de la Heizégouine du sud, région qui se trouve dans le delta même de la rivière Neutva. C'est un endroit où se sont succédées des armées, des états, des épidémies, des inondations, des sécheresses. Ivana, héroïne du film, jeune paysanne, victime des inondations et de l'armée, fera tout pour sauver le village...

* Si vous êtes branchés sur l'Amérique du Sud, vous pouvez assister à un concert de solidarité pour l'Uruguay, avec l'ensemble « La Straveranza », organisé par la CIMADE à 20h30 en l'église Saint-Merri, 76 rue de la Verrerie... participation : 25 F

* Si vous êtes de passage au Forum des Halles, vers les 14 h, il y a un débat qui risque d'être intéressant : la télévision et nous. Cela se passe à l'Espace Quatre.

* Bonga, compositeur et interprète angolais, « vie et mort d'un poète » avec la participation de nombreux poètes et musiciens au Théâtre Noir (20 rue des Cendriers).

SAMEDI 14 MARS

* Rosina de Peira e Martina Kirjuhel se produisent au Café de la Tannière (45 bis rue de la Glacière), des tarifs spéciaux sont consentis aux étudiants et aux chômeurs...

* Vous aimez le jazz original, n'hésitez pas à aller à un endroit super, le Dunois, vous écoutez Fusion Jazz Quartet.

* Ce samedi sera une Journée des femmes du tiers-monde, conférence débats ; première partie : la femme et la division du travail ; deuxième partie : la femme et la sexualité ; cela se passe à la librairie l'Harmonie, 16 rue des Ecoles, c'est organisé par Artisans du Monde et le Centre de documentation Tiers Monde.

DIMANCHE 15 MARS

* AU Dunois, à 18 h : crépuscules dansants, avec Miss Thing.

Les dimanches sont des jours tristes... Il vous reste à aller à la pêche ou à zoner à Beau-bourg.

LUNDI 16 MARS

* Au Dreher, un endroit sympa où on écoute du jazz, c'est un peu chérot, mais ce soir, il y aura Ray Brown à la basse, Marc Hemeler au piano, Daniel Humair au drums.

* Profitez de ce jour, allez au maximum au ciné, les places ne coutent que 15 f...

MARDI 17 MARS

* Et Cric et Crac... création théâtrale... Contes et légendes et proverbes (antillais) montages et mise en scène de Benjamin Jules Rosettes... présentation de cette création au Théâtre Noir (20 rue des Cendriers) et cela durant un mois jusqu'au 15 avril à 20 h30.

* Le Groupe « Casher ou pas » vous invite à participer « avec vos trompettes au siège de Jericho, c'est à dire la forteresse vitrée du PCF, plus récemment appelé parti de l'ordre français, contre l'overdose racisme/délation/sécurité que nous inflige ce parti, nous serons là pour affirmer votre indignation trompettes à l'appui! ».

Anciens et futurs dénoncés, devancer l'appel : rendez-vous sur la place du Colonel Fabien, à 18 h.

* Après cette manif, vous pourrez toujours aller à une soirée de poésie et de musique au Centre Culturel Yougoslave, (123 rue St Martin). Des auteurs diront des vers d'auteurs yougoslaves et français, pendant que des musiciens les accompagneront ou chanteront des poèmes. Un événement rare pour ceux qui aiment la musique et la poésie...

* A L'American Center, un petit concert assez cool, avec le trio Watson, avec Alvim-Munair au piano, contrebasse et batterie...

MERCREDI 18 MARS

* Au Théâtre Présent, à 14h30, spectacle pour enfants, de 7 à 10 ans. Un jeu d'enfants, une création de la Comédie de Créteil, mise en scène de Jean Michel Foucault ; c'est un spectacle musical où la chanson et les rythmes de biguine de samba ou de bossa nova tiennent sur scène une place très importante.

* L'équipe de Sans Frontière n'ira à aucun spectacle, because c'est le jour du bouclage...

JEUDI 19 MARS

Au Dunois à 21 h, Richard Beswick à la guitare

VENREDI 20 MARS

* Térésa Rebull, une grande chanteuse catalane à la voix vibrante et chaude... des textes généreux qui chanteront la vie. Elle sera au Théâtre 12, 6 ave. Maurice Ravel à 20h30...

BANLIEUE

ASNIERES

Centre d'animation culturelle le 17 mars à 20H45 Los Quilapayun.

BAGNEUX

Théâtre Paul Eluard le 14 mars à 21H : Gilles Servat, soirée bretonne suivie d'un fest-noz.

BLANC-MESNIL

16 mars à 20H30, à la salle Youri Gagarine, musique et danse extra-européenne, première partie musique traditionnelle turque, par Taliç Oskan.

COURBEVOIE

à la maison pour tous le 14 mars, concert de rock Andrew More.

RUEIL MALMAISON

Au centre culturel Edmond rostand le 20 mars, à 21H, concert de rock avec le groupe Haute Tension.

noisy le grand

le récital Nazaré Pereira le 14 mars à 21H : chants et rythmes brésiliens au gymnase du centre.

SAINT MICHEL SUR ORGE

Jazz au hall des fêtes le 14 mars à 21H, jazz avec le bis band de l'Essonne Variance.

CHILLY MAZARIN

A la MJC, rue de Savigny, fête immigrée.

Le 13 mars à 20h30, théâtre des jeunes « immigrés » de la JOC et au programme, un chanteur portugais et un groupe marocain le 28 mars après-midi filles immigrées, avec projection d'un film à 14h30 Music against racism 3 avril : Paco Ibanez.

gennevilliers

Le Théâtre du Macadam le 15 mars à 14H30 au Comité d'Entreprise du Chausson.

MANTES LA JOLIE

Le 20 mars à 20H30, Charif Allaoui au centre culturel

PROVINCE

AIX EN PROVENCE

Espace Libre, impasse entre le 1 et le 3 rue des Cordeliers.

Mercredi 18 mars à 20H30. Chants et musiques populaires du Maroc, par le groupe El-Mejd du théâtre de la mer. Entrée 15F. Adhérents 10F.

Samedi 21 mars à 18H30, projection du film « Les pêcheurs » de Ghouti Bendeddouch organisée par l'association Asti.

Lundi 23 mars à 20H30, rencontre-débat avec Gabriel Camps autour de son livre « Les Berbères », récemment paru aux éditions des Hépérides.

Mardi 24 mars à 18H30. Rencontre débat sur l'Amérique Latine, Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay.

BETHUNE

au théâtre le 18 mars à 20H30, Michel Portal et Bernard Lubat Deux grands noms du jazz français. Leurs instruments de prédilection sont le saxophone et le piano, mais ce soir Portal au bandonéon et Lubat à l'accordéon improviseront un concert exceptionnel.

STRASBOURG

Nous sommes heureux de vous annoncer la naissance à Strasbourg de Radio-Bienvenue. Elle émettra sur modulation de fréquence entre 100 et 104Mhz. L'émission émet depuis le mercredi 4 mars 1981 à 20H30. A partir de ce jour elle déversera sur les ondes hebdomadairement, le mercredi soir (20H30) des informations sur les activités culturelles, politiques, de la musique et tout ce qui est en règle générale boycotté par les mass-média radiophoniques officielles. Elle espère avoir une large contribution des auditeurs, associations organisations à l'élaboration de ses émissions.

AUDINCOURT

dimanche 22 mars à 17H30, Teresa Rebull chantera et au même programme francisco Montaner à la samme du foyer municipal.

MARSEILLE

6 heures pour la Palestine le 21 mars Pour tous renseignements, adressez-vous à la Maison des Jeunes de la Cor-drie.

ANNONCES

L'icel : information culture et immigration, financé par notre fric (FAS), alors n'hésitez pas à demander du fric pour vos activités culturelles, et en outre pour favoriser la création artistique. L'ICEI met à la disposition des troupes artistiques, des lieux où elles peuvent répéter gratuitement, écrivez ou téléphonez à l'ICEI.

Cherche voiture n'importe quoi pourvu qu'il y ait quatre roues que cela roule avec moteur, bien entendu. S'adresser au journal.

Guitare jazz samba, cours improvisation, harmonie, tél : 543 52 88

A partir du 21 mars à Gennevilliers se déroulera un mois sur l'immigration Brahim cherche groupes (musiques, théâtre, etc...) Tél. 799 55 47.

YA EL MENFI

Nous donnons une liste de dé-tenus afin que vous puissiez leur envoyer du courrier, des livres, et même des colis de friandises...

Prison de la santé, 42 rue de la Santé, 75014 Paris. Jean-Marc Niang, N. 200675 II 34 - Jacques Jean-Pierre N. 200 675 II 34.

Prison de Fresnes 1 av. de la Division Leclerc 94261 Fresnes.

Garcia Magin N. 692 572 3/395. Okane Ahmed Lani N. 698410 3/391.

Faget Gérard N» 695 896 3 Division OE. Christian Richard N. 694 482 3/104.

Je suis marocain de 28 ans, je voudrais correspondre avec des gens de tous âges car je suis seul. Insakourou Said 1090 D327, à bois d'Arcy. 5 bis rue Alexandre Turpault, Bois d'Arcy.

Le vendredi 13 mars, au Jardin de Montmartre (Sacré Cœur) en hommage à Jo Maka : Amazonie et tous ses amis organisent un concert de jazz de 14 à 18 h. Musiciens jazzmen africains, américains et français seront là.

M CROISES de hartmann S

Grille No 4 : Grille Maghreb

Horizontalement :

- Ville du Maroc.
- Plaisant recueil. Polie.
- Odeur.
- Enleva. Matière fécale.
- Chiffre. Pas ailleurs.
- Petite mélodie.
- Atome. Ville hongroise.

- Abréviation. Ongulé. Conjonction.
- Port du Maroc. Titre musulman.

Verticalement :

- Nord Africains.
- Pic Pyrénéens. Tenta.
- Jeune musulman. Tenta.
- Infinitif. Paresseux.
- Nord-Africain.
- Jupe. Mer.
- Habile.
- Cérium. concession.
- Sortie d'un organe Patrie d'Abraham.

Solution Grille No 3

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	P	R	U	N	E	L	L	I	E	R
2	S	A	P	I	N	E	R	R	E	
3	I	D	A	F	E	T	A	D		
4	T	I	S	S	E	R	N	A	O	
5	T	E	I	R	P	A	N	U		
6	A	E	L	G	E	A	N	T		
7	C	A	N	E	T	O	N	O	E	
8	O	R	N	E	L	S	O	N		
9	S	T	O	C	K	F	I	S	C	H
10	E	S	S	E	S	F	E	E	S	

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

TELEVISION

Trait d'union 14 mars (12H 12H30). L'un des sujets de pré-occupation essentiel des Français-Musulmans est celui de l'Insertion.

Nous nous rendons à Lalonge dans le Var où Roger Deshayes a découvert un étonnant « Club de Femmes » qui échangent leur « savoir-faire » et leurs « trucs » de couture et de cuisine.

Un grand chef français : Serge de la Rochelle nous préparera la recette du couscous aux poissons (Moi je sais bien faire celui aux fraises nble).

MOSAÏQUE 15 MARS.

10 heures : Maroc... Infos sur l'immigration de la semaine.

Culture des pays arabes du golfe. Femme : série culinaire des différentes communautés. Anniversaire de la casa de España (Ollé)

Pratique : l'apprentissage. Variété : Angelo Merlino chante Attahualpa Ypanqui. Ammar Kobi (Kabyle) Kapia (Zaïre) et des groupes des Etats arabes du golfe.

Le douanier de la Gare du Nord

Par Leïla Sebbar

... Suite et fin

L'écriture sur l'enveloppe correspondait bien à la femme qu'il avait arrêtée avant la sortie de la gare du Nord, à la douane française. Il avait deviné l'orgueil, l'insolence de ceux qui ne sont pas vraiment en règle et qui parlent plus fort et plus haut que les autres. Quand il lui avait demandé de poser ses deux sacs, un grand et un sac à main, pour la fouille, déjà elle avait gardé son sac à main sur elle en bandoulière — d'ailleurs une femme bien ne porte pas son sac comme ça, ça fait négligé, sa femme l'a souvent remarqué et elle a raison —. Ensuite, il avait à peine sorti un sac en tissu du grand sac en cuir qu'elle s'était mise à dire :

— Pourquoi c'est moi que vous fouillez et pas les autres. Vous les laissez passer et là, vous sortez tout de mon sac, vous perdez votre temps.

— Je fais mon travail, Madame.

— Alors démêchez-vous, je suis pressée.

Je mettrai le temps qu'il faudra, Madame.

J'ai tout fouillé, les livres, les journaux, la brosse à dents, la chemise de nuit ; la culotte, j'ai été discret, je l'ai laissée au fond du sac, le tube de crème, la poudre, tout ça... Elle continuait :

— Je vous ai demandé pourquoi vous me fouillez moi, et pas ceux qui ont trois ou quatre valises. Vous trouvez ce que vous voulez ?

Je lui ai répondu calmement, je le pensais vraiment :

— Je vous ai choisie, parce que vous me plaisez... Et puis maintenant, montrez-moi votre sac à mains.

Elle a refusé. Je lui ai demandé de me suivre derrière les bureaux ; elle a encore refusé. Le chef est arrivé et à trois, on l'a emmenée derrière.

Elle disait que son sac, c'était privé et qu'on n'avait pas à le fouiller. On l'a menacée de la garder jusqu'à la fin de l'après-midi. Elle s'est calmée et elle a posé son sac à main sur le bureau. Pendant que je vérifiais le contenu du sac — là aussi, j'ai tout sorti : des enveloppes, du papier, des carnets, de la craie, des bâtons de rouge à lèvres, un tube de Vitascor-

bol, une carte orange Paris, un calendrier, un peigne en corne, des barrettes et des timbres-poste — elle se permettait de s'adresser aux collègues et même au chef d'une manière effrontée, vraiment :

— Comment vous choisissez ceux que vous fouillez, j'aimerais savoir...

Un collègue antillais lui a répondu :

— Vous savez, c'est d'après la tête, l'allure générale si la personne a quelque chose de suspect.

— C'est quoi un suspect, pour vous ?

— On voit tout de suite quand c'est quelqu'un de bien ou non.

— Et vous, on ne vous a jamais arrêté dans le métro quand vous êtes en civil pour vérification ? Pour un flic français, vous êtes un suspect, vous le savez ?

Là, c'était exagéré quand même, pour qui elle se prenait. Le chef est intervenu et lui a dit qu'elle n'avait pas à discuter et qu'ils faisaient leur travail. Moi, à ce moment-là, j'ai fait remarquer que vraiment pour un professeur... se conduire de cette manière et que c'était pas étonnant avec des gens comme ça si les jeunes se droguaient et foutaient rien à l'école. Le chef m'a dit de poursuivre ma fouille en silence. Je m'énervais. J'ai tout de suite pensé que ça pouvait nous intéresser. Je l'ai tendue au chef. Elle l'a attrapée au vol et elle a dit :

— Vous n'avez pas le droit. Viol de correspondance. Cette lettre est fermée, elle est à moi. Vous ne l'ouvrez pas.

Elle l'a prise, elle nous a bien regardée en face et elle l'a déchirée en plusieurs morceaux qu'elle a mis dans le cendrier sur le bureau.

Voilà ce que j'en fais. Si vous voulez la lire, amusez-vous bien. Maintenant, rendez-moi mon sac.

Là, je n'ai pas pu me retenir, j'ai dit :

— Quand on vient d'un pays comme ça, on ferait mieux de la fermer.

Le chef m'a demandé d'où elle venait, j'ai dit « d'Algérie », il a fait « Oui, bien sûr ». Elle a eu le culot de me dire « Et vous, d'où vous venez ? » — Je lui ai répondu que ça ne la regardait pas et que de toutes façons, moi au moins, je suis Français.

— Oui, Madame, Français, je suis Français, moi...

— Elle a dit :

— Et pour vos collègues blancs, là, les Français, vous êtes un vrai Français ?

Je me suis jeté sur elle. Les collègues m'ont arrêté. J'aurais fait un malheur, je l'aurais battue... ça, elle le méritait. Elle est partie. Mais si elle repasser par ici pour Bruxelles ou Amsterdam, je la coincerai d'une manière ou d'une autre. D'ailleurs cette lettre... on va bien voir...

Un à un, le douanier prit les morceaux de la lettre et sépara l'enveloppe du papier. Il mit de côté les bouts de l'enveloppe, et devant lui ceux du papier pelure qu'il avait ouverts à mesure qu'il les rangeait, soit à droite, soit devant. Il fallait maintenant les mettre en ordre. Il lisait des mots coupés à moitié, deux mots à la suite et une seule lettre ou la première syllabe du mot voisin qu'il fallait aller chercher plus loin. Jusque-là, il avait réussi à lire trois mots complets : « lit », « ensemble » et « ville ». Il n'avait pas encore la lettre.

Le Breton entra :

— Alors, Martial, ça avance. Tu as découvert quelque chose ? Tu vas y passer la nuit. Tu veux un casse-croûte et une canette ?

— J'ai pas fini. Une canette, je veux bien. J'ai bu les deux de tout à l'heure. Ça me donne soif ce travail... Cette espèce de garce... Si je trouve rien...

Le Breton éteignit sa Gitane mais dans la coquille. Il jeta un coup d'œil sur les morceaux étalés.

Dans l'enveloppe, tu as bien regardé les coins. Ils savent plus quoi inventer pour passer leur poudre.

— Oui, mais j'ai rien trouvé.

Avant de se diriger vers la pièce qui servait d'office et de vestiaire, le Breton lut à l'envers : « amour ». Il éclata de rire.

— Pourquoi tu ris ? Qu'est-ce qui te prend ?

Martial le regardait. Le Breton n'riait pas souvent mais lorsque ça lui arrivait, ça durait plusieurs minutes. Il ne voulait pas se mettre en colère contre elui. Il le laissa rire jusqu'au réfrigérateur. Au retour, le Breton riait encore. Il posa les canettes sur le bureau.

— Tu perds ton temps, mon vieux, tu veux mon briquet ? Tu peux brûler ça tout de suite.

Fous-moi la paix. Laisse-moi travailler.

Le douanier breton s'assit dans le coin près de l'armoire en fer et se mit à lire *Ouest-France*.

La lettre n'était pas longue. Cinq lignes d'une grande écriture. Une initiale pour la signature. Il n'y avait pas d'en-tête. A cause de l'adresse, le douanier savait le prénom de l'homme. Un prénom familier ; son frère qui vivait à la Martinique s'appelait aussi Lucien.

— Alors, c'est louche, cette lettre ? lui cria le Breton du coin de l'armoire en le regardant par-dessus le son journal. Tu veux mon briquet ?

Martial lisait la lettre. Il ne la lut pas à haute voix malgré les réclamations de son collègue.

— Tu me la lances, ton briquet ?

Le douanier antillais, lentement, fit brûler un à un les morceaux d'enveloppe et de papier pelure dans la coquille Saint-Jacques. Lorsqu'il eut terminé, on pouvait lire dans le cendrier, la lettre « L », peut-être l'initiale d'un prénom.

Il but coup sur coup les deux canettes fraîches, des Kronenbourg, les meilleures à son avis, et demanda au Breton un Gitane mais bien que les brunes... Il préférait le tabac américain.

— Une lettre d'amour, merde alors.

3/4 D'HEURE PLUS TARD, ALI SE TROUVE DANS UN APPARTEMENT DU BOULEVARD COURCELLES...

JE NE M'APPELLE PAS LA POINTE/ JE M'APPELLE ALI. S'IL VOUS PLAÎT.

COMME VOUS VOULEZ MONSIEUR LA POINTE!! THEO! THEO!

THEO!! CROYEZ-MOI, NOUS AVONS BEAUCOUP D'ESTIME POUR VOUS MONSIEUR LA POINTE! NOUS CONNAISSONS PARFAITEMENT VOS ANTECEDANTS DE PÜCHISTE DANS LE TIERS-MONDE, VOS AMITIES AVEC CERTAINS DIRIGEANTS AUX REVES COMBIEN DANGEREUX POUR L'EQUILIBRE INTERNATIONAL! NOUS SAVONS QUE VOUS PENSEZ COMME NOUS. VOUS ETES L'HOMME QU'IL NOUS FAUT! ET DE TOUTE FAÇON, MONSIEUR LA POINTE, VOUS ETES TROP TREMPÉ POUR POUVOIR REFUSER DE COLLABORER AVEC NOUS! THEO!! THEO!!!

TENEZ/REGARDEZ CE DOCUMENT! ET NE ME DITES SURTOUT PAS QUE CELA NE VOUS DIT RIEN THEO! THEO!!

MAIS!! C'EST LE COLONEL KHALLAFI ET MOI MEME!!...